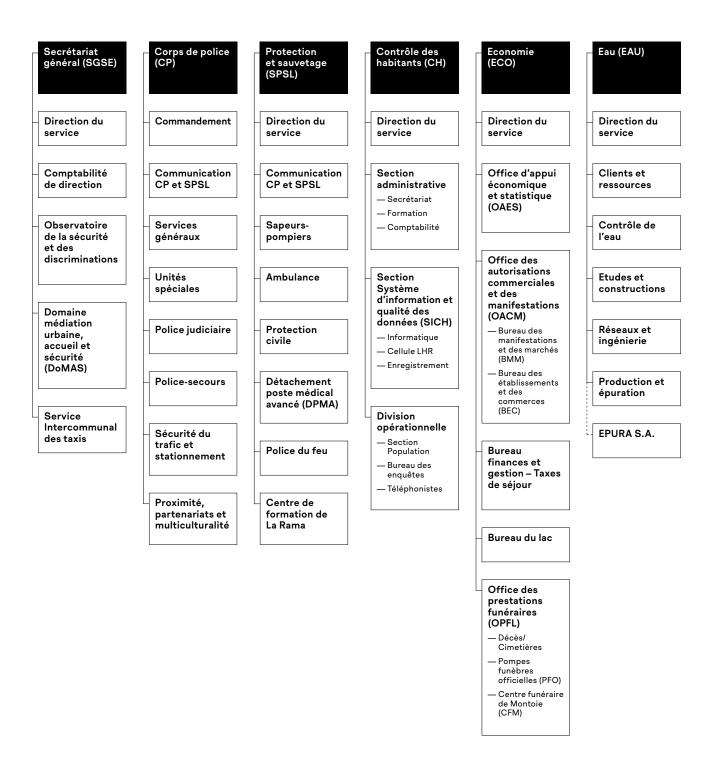


Direction de la sécurité et de l'économie



Direction de la sécurité et de l'économie (SE)

Directeur



L'année 2022 a permis à la Direction de la sécurité et de l'économie (SE) d'initier quatre mesures et de réaliser six mesures du programme de législatures 2021-2026 placées sous sa responsabilité, tout en s'attelant à la mise en œuvre des objectifs à accomplir au cours des quatre prochaines années. Les dossiers suivants ont particulièrement marqué l'année écoulée.

Secrétariat général

Pour répondre à la demande de la population, une zone de baignade hivernale à Bellerive a été délimitée. Dès lors, une procédure d'appel à projets de baignade, dans un premier temps éphémère, a été lancée. A son terme, le projet «Bains des Rives» a été choisi.

La politique pour lutter contre les discriminations touchant les personnes LGBTIQ+ a été adoptée au mois de mai par le Conseil communal. La personne en charge de mettre en œuvre cette politique a été recrutée et nommée.

Suite à la faillite d'une compagnie de taxis, un appel d'offres pour 25 concessions a été publié, ce afin de réattribuer le plus rapidement possible ces concessions.

Corps de police

En 2022, le Corps de police de Lausanne a renforcé de 16 personnes l'effectif de son Unité spéciale pour la prise en charge des victimes. En outre, un nouvel espace spécialement conçu pour la prise en charge de ces victimes a été ouvert. Ces mesures permettent à la Police de Lausanne d'offrir un meilleur soutien aux personnes ayant subi des actes de violence. Dans un même temps, une activité soutenue continuera d'être menée afin de prévenir de tels faits.

Suite à un sondage réalisé à l'interne de la Police de Lausanne, des mesures afin de lutter contre la problématique du harcèlement sexuel au travail ont été mises en place, tout particulièrement dans les domaines de l'annonce, de la prise en charge, de la sensibilisation et de la formation.

S'inscrivant dans le plan climat, la police municipale s'est dotée de trois motos électriques. Ces véhicules propres et performants permettent d'intervenir silencieusement et rapidement sur tout le territoire lausannois.

Service de protection et sauvetage

L'année sous revue a permis de finaliser le projet de végétalisation de la toiture de la caserne des sapeurs-pompiers et de la pose de 400 panneaux solaires. L'installation solaire permettra au bâtiment de consommer directement l'énergie produite sur site. Le préavis sera traité par le Conseil communal en 2023.

Afin de soutenir l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM) la protection civile a mis en place et exploité une structure d'accueil d'urgence dans les halles sud du Palais de Beaulieu pouvant accueillir jusqu'à 300 réfugiées et réfugiés ukrainiens simultanément.

Service du contrôle des habitants

La population lausannoise a poursuivi sa croissance en atteignant le chiffre de 149'000 personnes résidant sur le territoire lausannois au 15 novembre.

Service de l'économie

Les mesures en faveur des établissements lausannois se sont poursuivies. Le service s'est attelé à la pérennisation de la centaine d'extensions de terrasses afin de maintenir tout au long de cette année les agrandissements bienvenus pour la profession et assurer un dynamisme apprécié du public.

L'offre des rives lausannoises s'est étoffée lors de la saison estivale permettant ainsi à la population de bénéficier d'une nouvelle zone de baignade et de buvettes éphémères. Tirant un bilan positif de ces expériences, la procédure de pérennisation des buvettes a débuté et un projet de création d'une zone de baignade pérenne sera soumis au Conseil communal en 2023.

Service de l'eau

Le service a continué à œuvrer activement dans le renforcement de la protection des ressources en eau face aux pollutions et à intensifier la lutte contre les rejets pollués.

L'année écoulée a également été marquée par la demande d'un crédit urgent afin de déployer plusieurs mesures combinées qui permettront à la fois de diminuer la consommation d'énergie mais aussi de produire de l'électricité photovoltaïque. Ces mesures permettront une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 193 tonnes CO₂eq./an.

Secrétariat général sécurité et économie (SGSE)

Principales missions du service

Secrétariat général

- gestion du secrétariat du directeur de la sécurité et de l'économie;
- préparation et contrôle des dossiers pour les séances de Municipalité ainsi que des dossiers et des affaires du Conseil communal;
- traitement du courrier et des demandes issues des services transversaux;
- participation aux groupes de travail interdirections;
- apport rédactionnel et rédaction de nombreux documents (préavis, communications, notes à la Municipalité, etc.).

Comptabilité de direction

- élaboration, avec les services concernés, du budget de fonctionnement;
- établissement, sur la base des données fournies par les services, du plan des investissements;
- contrôle budgétaire, gestion de la TVA et gestion des crédits d'investissements;
- gestion administrative et comptable du personnel de la direction (entrées, sorties, changements de statut, etc.);
- gestion comptable de l'Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis;
- conduite d'études et d'analyses diverses.

Observatoire de la sécurité et des discriminations (OSD)

- élaboration des bases de décision dans le domaine de la sécurité;
- gestion de divers dossiers sensibles dans le domaine de la sécurité ou liés au sentiment d'insécurité (vie de nuit, préservation de l'espace public, prostitution, harcèlement de rue, LGBTIQ+, etc.);
- développement de la politique municipale LGBTIQ+;
- participation aux projets locaux, cantonaux ou nationaux en lien avec l'amélioration de la sécurité et la politique LGBTIQ+.

Domaine médiation urbaine, accueil et sécurité (DoMAS)

- coordination de l'unité des correspondantes et correspondants de nuit (CN);
- coordination de l'équipe des agentes et agents d'accueil et de sécurité (AAS).

Service intercommunal des taxis (SIT)

- assurer le suivi juridique des divers dossiers en lien avec la thématique ainsi que les révisions réglementaires;
- organiser les séances du Comité de direction et de la Commission administrative et contribuer au bon déroulement de celles du Conseil intercommunal;
- renseigner toute personne intéressée à exercer la profession de chauffeur et/ou d'exploitant de taxis;
- délivrer les concessions pour l'exploitation d'un service de taxis;
- gérer et tenir à jour les dossiers des exploitants de taxis;
- veiller au respect des règlements régissant le service des taxis;
- rédiger les rapports de dénonciation ou de renseignements, les circulaires, les décisions en matière de mesures administratives, etc.

Effectif du personnel

Plan des postes

	31 décembre 2021		31 décembre 2022		
Unité administrative	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés	
Comptabilité SE	6.50	6.60	6.50	6.70	
Direction SE	9.25	8.25	9.25	6.85	
Do. médiation accueil sécurité	11.85	10.60	11.55	11.10	
Observatoire de la sécurité	2.20	2.50	2.70	1.70	
Total service	29.80	27.95	30.00	26.35	

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	0.20

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	31 décembre 2021	31 décembre 2021			
Unité administrative	nb	ept	nb	ept	
Comptabilité SE	8	6.60	8	6.70	
Direction SE	9	8.25	8	6.85	
Do. médiation accueil sécurité	18	10.60	18	11.10	
Observatoire de la sécurité		2.50	2	1.70	
Total service	38	27.95	36	26.35	

Apprenties et apprentis

	31 décembre 2021	31 décembre 2022
Unité administrative	nb	nb
		=
Total service		0

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2022			
Nombre de mouvement(s)	fin(s) d'emploi	emb	auche(s)	
		9	7	
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entra	ant(s)	
		-	_	
Total service		9 —	7	

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Total service	9
Licenciement invalidité totale	
Licenciement juste motif immédiat	<u> </u>
Licenciement fin droit trait. 24 mois	
Licenciement fin droit trait. 2 mois	
Licenciement suppression poste	
Licenciement juste motif ordinaire	
Fin de contrat	2
Départ à la retraite	
Démission	3
Décès	<u> </u>
Convention de départ	4
Art.8 (résiliation nom. prov.)	

Auxiliaires

	31 décembre 2021	31 décembre 2021 3.		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept	
Auxiliaires payé∙e∙s à l'heure		2.8	3 6	0.67	
Auxiliaires mensualisé·e·s	_			0.48	
Auxiliaires payé·e·s au forfait	_		*	*	
Total service		2.8	3 9.00	1.15	

^{*} information indéterminée car à la tâche

Observatoire de la sécurité et des discriminations (OSD)

En 2022, plusieurs dossiers ont occupé l'Observatoire de la sécurité et des discriminations:

- la préparation de la mise en place de la politique LGBTIQ+ avec l'engagement d'une personne qui débutera son activité en 2023 et suivi des contacts avec le réseau associatif local;
- la gestion de la prestation de signalement des situations de harcèlement de rue et l'organisation de sa transmission au Corps de police à partir de janvier 2023. Sur le même thème, l'Observatoire a poursuivi le travail d'organisation des modules de formation à l'intention du Corps de police. Il a également répondu à plusieurs villes suisses souhaitant s'inspirer des bonnes pratiques lausannoises sur ce thème, et notamment de la mise en place de la prestation de signalement.

Domaine médiation urbaine, accueil et sécurité (DoMas)

Correspondantes et correspondants de nuit (CN)

L'unité des CN a poursuivi son travail de médiation dans les quartiers et le centre-ville. Lors de la période estivale, les CN ont axé leur travail de prévention et de sensibilisation au bord du lac et dans les parcs publics.

Agentes et agents d'accueil et de sécurité (AAS)

L'aspect sécuritaire de l'Espace de consommation sécurisé (ECS) a été pérennisé. L'équipe des AAS a, ainsi, vécu sa troisième année complète d'activité à l'ECS, ouvert en octobre 2018. Son travail permet à cette structure de fonctionner dans de bonnes conditions et d'accueillir un nombre croissant de bénéficiaires.

Service intercommunal des taxis (SIT)

Six collaboratrices et collaborateurs représentant 3.8 ept, participent à l'exécution de ces tâches, pour le compte et aux frais de l'Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis (ci-après: l'Association), composée d'Epalinges, Lausanne, Prilly, Pully, Renens, Chavannes-près-Renens, Crissier, Ecublens, Belmont-sur-Lausanne, Paudex, le Mont-sur-Lausanne et Bussigny.

Les organes intercommunaux de l'Association sont le Conseil intercommunal et le Comité de direction, ainsi que la Commission administrative. L'administration de l'Association est assurée par le SIT.

Conseil intercommunal

Le Conseil intercommunal des taxis a siégé à deux reprises en 2022.

Lors de sa séance du 5 octobre, il a adopté une révision partielle et formelle du règlement intercommunal sur le service des taxis. Il s'ensuit notamment que l'obligation d'être propriétaire du véhicule affecté à un service de taxis a été abrogée. Cette modification permet, d'une part, d'assurer la transition du changement des véhicules thermiques d'ici au 1^{er} juillet 2025 et, d'autre part, un renouvellement de la flotte plus régulier offrant ainsi un service de meilleure qualité.

Comité de direction

Le Comité de direction a tenu trois séances en présentiel et a pris plusieurs décisions par voie de circulation.

Il a ainsi décidé d'ouvrir une procédure d'appel d'offres afin de délivrer 15 concessions individuelles et 10 concessions pour les compagnies, suite à la faillite d'une compagnie de taxis prononcée au mois de novembre.

Le parc automobile affecté à l'activité des taxis est composé de 177 véhicules hybrides (128 en 2021) et de 7 véhicules électriques (4 en 2021).

Commission administrative

La Commission administrative, organe chargé notamment d'accepter l'octroi d'une concession et de réprimer les infractions au règlement sur le central d'appel des taxis concessionnaires (RIT), a tenu trois séances en présentiel et a rendu cinq décisions allant de la mise en garde au retrait de concession.

Contrôles de police

Le nombre de contrôles de police est de 40 diurnes et 13 nocturnes (4 en 2021). Le nombre de rapports de dénonciation établis par la Brigade des taxis s'élève à 83 (45 en 2021). Au total, on dénombre 115 dénonciations dressées (61 en 2021), tous Corps de police confondus. Le nombre de véhicules contrôlés s'élève à 37 et celui des réclamations traitées à 18.

Concessions/Autorisations

Concessions - Taxis de place (regroupés au sein de Taxi Services Sàrl)

	Nombre de conc			Nombre de permis de stationnement et de véhicules	
	2021	2022		2021	2022
Compagnies		4	3	82	60
Exploitants indépendants		121	118	121	121
Total		125	121	203	181

Autorisations - Type B - Taxis sans permis de stationnement

	Nombre d'autorisati	Nombre d'autorisations d'exploiter			Nombre de véhicules	
Exploitants regroupés au sein de	2021	2022		2021	2022	
Taxiphone			36		38	36
Allô Taxis!		1	1		2	2
Autres		18	47		50	48
Total		16	84		90	86

Centraux d'appels et stations

Les taxis rattachés au central d'appel de Taxi Services Sàrl ont effectué cette année 782'132 courses, soit 510'996 distribuées, dont 14'937 par l'application, et 271'136 au vol, contre 726'143 en 2021 (+7.7%).

Les stations sont au nombre de 46 et offrent un total de 173 places (statu quo).

Corps de police (CP)

Principales missions du service

- assurer la sécurité des personnes et des biens;
- maintenir la tranquillité et l'ordre public;
- veiller au respect des lois et des procédures;
- répondre aux attentes de la population.

Commandement

- direction du service;
- gestion des réquisitions;
- assurer la communication du CP et du SPSL;
- gestion de la centrale d'appel administrative.

Services généraux (SG)

- gestion administrative et de projets;
- soutien aux divisions opérationnelles et développement des politiques internes.

Unités spéciales

- gestion de la brigade vie nocturne et de prévention du bruit et de l'entité de renseignements, statistiques et analyses;
- gestion du groupe d'intervention, de la brigade canine et de la cellule de négociation.

Police judiciaire (PJ)

- gestion des affaires pénales, crimes et délits commis sur le territoire lausannois;
- conduite des enquêtes préliminaires et des investigations à la demande du Ministère public.

Police-secours (PS)

- gestion des interventions d'urgence;
- présence préventive permanente sur l'ensemble du territoire lausannois.

Sécurité du trafic et stationnement (STS)

- gestion et prévention des accidents de circulation, formation et sensibilisation des usagers;
- contrôle du stationnement et dénonciation des infractions de circulation.

Proximité, partenariats et multiculturalité (PPM)

- développement de l'offre en sécurité publique au service de la population et en services de proximité;
- résolution de problèmes avec les partenaires concernés et mise sur pied d'actions préventives.

Effectif du personnel

Plan des postes

	31 décembre 2021		31 décembre 2022		
Unité administrative	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés	
Centrale Vaudoise Police (CVP)			24.00	22.00	
Direction CP	24.95	21.95	36.00	34.95	
Opérations	90.00	85.15			
Unités spéciales			53.35	49.75	
Police Judiciaire	118.85	114.65	124.65	114.80	
Police-Secours	163.50	150.75	157.35	143.80	
Postes gelés – CP	4.70		1.20		
Proximité, parten.et multicult.	51.40	41.25	51.40	43.80	
Sécurité Trafic, Stationnement	147.65	134.00	154.55	138.39	
Services généraux CP	69.60	65.00	75.85	67.15	
Unité Communication CP-SPSL	5.05	5.05	5.05	5.05	
Unité RH du CP	6.40	7.30	6.50	5.50	
Volée Aspirants POL et PEF		24.00		23.00	
Total service	682.10	649.10	689.90	648.19	

Suite à une réorganisation, la nouvelle division «unités spéciales» inclut une partie des entités auparavant rattachées à la division «opérations»

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	7.80

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	31 décembre 2021		31 décembre 2022		
Unité administrative	nb	ept	nb	ept	
Centrale Vaudoise Police (CVP)			23	22	
Direction CP	29	24.95	40	34.95	
Opérations	89	85.15		_	
Police Judiciaire	121	114.65	120	114.80	
Police-Secours	153	150.75	146	143.80	
Proximité, parten.et multicult.	47	41.25	50	43.80	
Sécurité Trafic, Stationnement	136	131.00	154	138.39	
Services généraux CP	73	65.00	75	67.15	
Unité Communication CP-SPSL	6	5.05	6	5.05	
Unité RH du CP	9	7.30	7	5.50	
Unités spéciales	_	_	52	49.75	
Volée Aspirants POL et PEF	24	24.00	23	23.00	
Total service	687	649.10	696	648.19	

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

	31 décembre 2021	31 décembre 2022
Unité administrative	nb	nb
Services généraux		1
Volée Aspirants – Police	25	28
Total service		

⁺ sept aspirant·e·s ASP en cours d'année

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2022			
Nombre de mouvement(s)	fin(s) d'emploi	embauche(s)		
		65	50	
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)		
		_	-	
Total service		65	50	

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	_
Convention de départ	*2
Décès	_
Démission	41
Départ à la retraite	14
Fin de contrat	3
Licenciement juste motif ordinaire	1
Licenciement suppression poste	_
Licenciement fin droit trait. 2 mois	_
Licenciement fin droit trait. 24 mois	2
Licenciement juste motif immédiat	1
Licenciement invalidité totale	1
Total service	63

^{*} une situation est liée à un départ pour une mission à l'étranger. Le collaborateur concerné a été réintégré dans nos effectifs

Auxiliaires

	31 décembre 2021	31 décembre 2021 3		31 décembre 2022		
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept		
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	21	2.96	20	1.06		
Auxiliaires mensualisé·e·s	8	2.25	14	5.50		
Auxiliaires payé·e·s au forfait		*	22	*		
Total service	46	5.21	56	6.56		

^{*} information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

L'année 2022 a été marquée par une augmentation du nombre des infractions au Code pénal à Lausanne de 10.3% (de 12'116 en 2021 à 13'358 en 2022). Relevons que l'année 2022 a été impactée dans une bien moindre mesure que les deux précédentes par diverses restrictions imposées par la situation sanitaire. Le nombre d'interventions est stable pour Police-secours qui comptabilise 24'380 interventions (-0.8% par rapport à 2021).

Le CP a repris, au 1^{er} janvier, la gestion du Centre de tir sportif de Vernand, auparavant rattaché au Service des sports.

Suites aux travaux préparatoires conduits en 2021, les centrales d'urgence de la Police municipale de Lausanne (PML) et du Canton ont été mutualisées au 1er mars. Les opérateurs du

Le service accueille également cinq apprenti e s employé e s de commerce (rattaché e s au SPEL)

Canton et de la Ville travaillent désormais ensemble, répondent à tous les appels 117 vaudois et engagent tous les moyens, indépendamment du corps d'appartenance.

Les nouveaux locaux «hors murs police» de l'Unité spéciale pour la prise en charge des victimes, mise en place en 2021, ont été inaugurés le 13 juin 2022 et ses effectifs ont été augmentés de 16 policières et policiers pour atteindre un total de 26 collaboratrices et collaborateurs.

Le CP a mis en œuvre une importante réflexion sur le harcèlement sexuel au travail mobilisant bon nombre d'entités du service. Cette démarche a permis le déploiement au 1^{er} juillet d'un ensemble de mesures (procédure d'annonce, prise en charge, sensibilisation et formation interne) visant à favoriser un environnement de travail sain et respectueux.

Principales activités 2022

Commandement

La Centrale d'appel administrative a été rattachée au Bureau d'Etat-major et Archives. Elle gère les appels de la population au CP, à l'exception, pour l'instant, des appels à l'Office de recherche, notification et objets trouvés et au Centre d'appel pour les dépôts de plainte. Dans l'attente de la mise en œuvre du projet ODYSSEE, qui permettra une plus grande autonomie des policières et policiers sur le terrain, elle s'occupe également de l'appui aux contrôles de personnes pour les unités sur le terrain. Elle est également en charge des structures de conduite ad hoc mises en place lors d'événement particuliers.

Chiffres clés

	2021	2022
Rapports de police	21'902	22'467
Courriels «police@lausanne.ch»	6'637	7'982
Courrier postal sortant	51'458	45′382
Dossiers du groupe «saisie»	24'734	26'684
Commandements de payer	17'761	17'716
Objets trouvés	2'035	2′105
Enregistrement des avis de perte de documents d'identité	*_	1′618
Mandats d'amener pour l'Office des poursuites	408	808
Séquestres de plaques d'immatriculation de véhicules	*_	787
Autres réquisitions	*_	1′088
Appels au centre d'appel pour les dépôts de plainte	10'041	12′182
Appels à la Centrale administrative n° 315 15 15	56'698	43'198
Appels à l'Office de recherche, notification et objets trouvés	14'730	17'231
Structures de conduite ad hoc	23	29

^{*} Données recensées qu'en cours d'année

Communication Police et SPSL

L'étape lausannoise du Tour de France ou la mise en œuvre de l'action de promotion et de visibilité des services de secours «Journées feux bleus», au centre-ville, ont généré une forte activité.

L'activité a été soutenue sur les réseaux sociaux, avec un effort particulier sur Instagram avec un fort relais des informations utiles à la population (présences du «Poste de police mobile» en ville et campagnes de recrutement notamment).

Chiffres clés

	2021	2022
Abonnés Facebook police	20'879	22'600
Abonnés Instagram police	2'281	2'758
Abonnés Twitter Lausanne SE	1'484	1'637
Publications Facebook police	135	138
Publications Instagram police	73	157
Publications Twitter Lausanne SE	137	45
Demandes médias	296	200
Communiqués de presse	33	38
117 Express	11	11

Services généraux (SG)

L'année 2022 a vu le démarrage du projet ODYSSEE visant au remplacement des outils informatiques métier principaux de tous les policières et policiers du Canton à l'horizon 2025.

Le nombre de doléances mettant en cause le comportement des policières et policiers est en légère diminution, avec 21 cas, alors qu'il était relativement stable depuis 2016 (entre 24 et 26 cas annuellement).

En 2022, l'entité juridique a porté le projet, accepté par le Conseil communal, de délégation de la manipulation des caméras du stade de la Tuilière pendant les matchs du Lausanne Sport à l'entreprise de sécurité privée mandatée par le club. Pour la saison actuelle, il s'agit de Securitas SA.

La 1^{re} volée d'aspirantes et aspirants du nouveau concept de formation (CGF2020) a obtenu le brevet fédéral après deux années de formation.

Unités spéciales

Chiffres clés

	2021	2022
Demande de préavis pour vols de drones	345	367
Enquêtes pour acquisition/restitution d'armes à feu		33
Contrôles BVNPB	1'179	1′756
— dont dénonciations	36	134
Préavis manifestations	1′018	1′552
Engagements Cellule de négociation	21	7
Engagements de la Brigade canine	667	641
Engagements du GIPL		172

Police judiciaire (PJ)

En 2022, le bilan des investigations par dossier s'est révélé quasi similaire au volume enregistré avant la pandémie qui avait fortement diminué l'activité policière et notamment celle de la PJ.

Au mois de mai, la Police judiciaire a vécu une réorganisation visant à atteindre une efficience optimale par le regroupement de certains domaines. Ainsi, quatre sur six brigades opérationnelles ont été maintenues et complétées par deux nouvelles entités de soutien.

Depuis lors, la Police judiciaire s'articule ainsi:

Brigade criminelle (intégrité physique, mœurs et réseaux de prostitution); Brigade du patrimoine (vol, vol à l'astuce, cyber criminalité, gestion déloyale et cambriolage); Brigade des

stupéfiants; Brigade de la jeunesse; Brigade de recherches; Brigade de soutien et d'appui opérationnel.

Toujours dans la dynamique des précédentes années, la Brigade des stupéfiants a mis la pression sur le trafic à tous les niveaux (vendeurs, importateurs, grossistes). Elle a notamment axé son travail sur la problématique d'une présence plus marquée de l'héroïne, dans les activités de deal, ce qui se ressent dans l'évolution des saisies.

Une nouvelle fois, une stabilité de la délinquance juvénile a pu être observée cette année. Les raisons sont très probablement liées à la qualité du maillage composé par les différents acteurs sociaux, éducatifs et sécuritaires propres à Lausanne. Un effort significatif a été réalisé pour garantir une présence plus importante des inspectrices et inspecteurs de la Brigade de la jeunesse dans les quartiers.

Le 1^{er} mars, la Cellule de gestion et de prévention de la violence (CGPV), regroupant la gestion de la menace, la Cellule de négociation et les chargés de prévention de la délinquance juvénile, a officiellement débuté ses activités de manière opérationnelle. 40 cadres de l'administration lausannoise ont été formées et formés afin de fonctionner comme «répondantes et répondants» au sein de leur entité. Une vingtaine de policières et policiers, intégrés dans différentes structures du CP, ont également reçu une formation et sont désormais chargés de détecter les situations à risque.

En 2022, la cellule des investigations nominatives a traité 671 dossiers, générant plus de 700 auditions, soit une augmentation de 30% par rapport à 2021.

Le taux d'occupation dans la zone de rétention de l'Hôtel de police est passé de 54.1% en 2021 à 52.5% en 2022. Sur les 2'485 personnes ayant été détenues dans les cellules cette dernière année, 13% y ont passé plus de 48 heures.

Chiffres clés

	2021	2022
Numéraires (Kf)	730.0	244.3
Cocaïne (kg)	24.2	13.1
Héroïne (kg)	5.6	11.4
Produits cannabiques (kg)	145.1	86.8

Police-secours (PS)

Le nombre d'interventions est stable pour atteindre 24'380 (24'584 en 2021). La présence visible du personnel en uniforme a de toute évidence contribué au maintien de ce nombre malgré une pleine reprise des activités post pandémie.

En termes de produits stupéfiants, le personnel uniformé a procédé à 1'642 saisies, dont 391 sans auteur.

Sécurité du trafic et stationnement (STS)

Suite à une modification de la loi cantonale sur la sécurité routière au 1^{er} septembre 2022, en réponse au postulat de M. Jean-François Cachin, les assistantes et assistants de sécurité publique sont habilités à effectuer des contrôles radars. Diverses formations ont été mises en œuvre pour permettre à cette catégorie de professionnelles et professionnels de diversifier leurs activités

Sur le réseau urbain, 34 conductrices et conducteurs (34 en 2021) ont été sanctionnés à plus de 90 km/h.

Chiffres clés

	2018	2019	2020	2021 2	2022
Accidents					
Accidents de circulation (constats)	936	1′151	944	1'117	1′015
Personnes blessées (légers + graves)	348	421	373	436	473
Personnes tuées	1	1	2	2	4
Fuites après accident	302	401	351	458	367
Piétons victimes	63	61	47	61	70
— dont piétons enfants jusqu'à 15 ans	15	16	11	12	11
Accidents impliquant le LEB	7	10	4	2	-
Feux et vitesse					
Dénonciations excès de vitesse contrôles mobiles	46'023	58'692	51'930	49'851	57'469
Dénonciations excès de vitesse en zone suburbaine (80km/h)	22'795	20'809	9'113	10'974	8′060
Dénonciations par les appareils de contrôles automatique*	117'18	96'296	69'194	54'236	66'436
Appareils de contrôles automatiques	35	36	36	37	35
Passages devant les appareils de contrôles automatiques (mio)	89.66	79.01	76.42	63.60	69.60
Circulation et stationnement					
Infractions de circulation et de stationnement	366'107	360'809	296'006	298'670	318′146
Infractions de stationnement en soirée	22′100	24′176	18'783	21'566	26'662
Evacuations de véhicules en infraction de stationnement	509	402	311	311	390
Infractions de stationnement sur les trottoirs	3′385	3′102	2'680	3'029	3′070
Amendes d'ordres à l'endroit de vélos	298	558	564	625	646
lvresse					
Personnes testées à l'éthylomètre (accidents)	1′596	1'678	1′228	1′535	1'438
— dont positifs à l'éthylomètre, accidents	122	114	101	119	101
Personnes testées à l'éthylomètre (contrôles systématiques)	4'828	6′531	4′197	4'949	5′029
— dont positifs à l'éthylomètre, contrôles systématiques	334	448	300	307	355

^{*} dont trois uniquement dédiés au contrôle de la vitesse

Proximité, partenariats et multiculturalité (PPM)

Dans le domaine de la multiculturalité, l'accent a été mis sur la formation à différentes thématiques (discriminations, profilage racial, place de la religion dans l'espace public et radicalisation) tant pour les policières et policiers lausannois que vaudois et suisses dans le cadre de la Société des officiers des polices vaudoises et de l'Institut suisse de police.

Directives d'intervention en cas d'accident majeur (DIAM)

L'EM DIAM, appuyé par les services de la Ville, a été mis à contribution dans divers domaines:

- coordination avec les autorités sanitaires sur la situation de la pandémie;
- plusieurs déclenchements du plan canicule;
- collaborations avec les services cantonaux et communaux pour anticiper et gérer les flux de réfugiées et réfugiés ukrainiens;
- anticipation, avec les SIL, des conséquences possibles d'un déficit énergétique majeur en début 2023.

Evolution de la criminalité

Par rapport à 2021, le nombre total d'infractions relatives à différentes loi (Code pénal, loi sur les stupéfiants, loi sur les étrangers, etc.) et traitées par le CP a augmenté de 7.8% (de 15'831 à 17'069).

Concernant plus spécifiquement les infractions au Code pénal, l'augmentation est de 10.3% (de 12'116 à 13'358).

Elucidations et évolution des infractions selon la loi

	2021 2		2022		Différence	
	Infractions	Élucidations	Infractions	Élucidations		
Code pénal (CP)	12'116	38,7%	13'358	41.2%	+10.3%	
— Total vie et intégrité corporelle	903	82.2%	1′038	78.3%	+15%	
— Total patrimoine	7'810	20.9%	8'623	23.8%	+10.4%	
Loi sur les stupéfiants (LStup)	2′541	93.1%	2'699	92.3%	+6.2%	
Loi sur les Étrangers et l'intégration (LEI)	942	100%	903	100%	-4.1%	
Autres lois fédérales annexes	232	96.1%	109	91.7%	-53%	

[©] OFS, Neuchâtel 2023

Service de protection et sauvetage (SPSL)

Principales missions du service

- secourir, protéger et sauver les personnes, les animaux, l'environnement et les biens;
- conduire, gérer et coordonner l'activité des différentes entités du service en développant une interactivité opérationnelle en cas d'événements particuliers et/ou d'accidents majeurs.

Sapeurs-pompiers

- sauver les personnes, les animaux, l'environnement et les biens;
- lutter contre les incendies;
- juguler les effets du déchaînement des éléments naturels;
- lutter contre les effets des pollutions, des fuites d'hydrocarbures ou de produits chimiques, biologiques ou radioactifs.

Police du feu

— faire appliquer les directives de l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI), de l'Etablissement d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels du Canton de Vaud (ECA) ainsi que les dispositions légales communales et cantonales.

Ambulance/Service mobile d'urgence et de réanimation (SMUR)

- assurer la prise en charge sanitaire professionnelle des patientes en situation de détresse pré-hospitalière, afin de préserver la vie et de créer les conditions favorables à leur transport;
- répondre 24h/24 aux demandes d'interventions de la centrale 144 (ambulance et SMUR);
- mettre sur pied le plus rapidement possible, en cas d'événement particulier, les ressources disponibles et spécifiques telles que le groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP).

Détachement poste médical avancé (DPMA) & Evénement sanitaire particulier

- assurer la prise en charge sanitaire des patientes et patients en situation de détresse pré-hospitalière, afin de préserver la vie et de créer les conditions favorables à leur transport, dans le cadre des manifestations (événements planifiés) et lors d'interventions sortant de l'ordinaire;
- mettre sur pied, en cas d'événement particulier, les ressources spécifiques telles que le soutien sanitaire opérationnel (SSO) ou le groupe spécialisé

- dans la décontamination de personnes dans les domaines atomique, biologique et chimique (ABC);
- assurer la conduite du dispositif par le chef d'engagement du DPMA;
- assurer la planification et la formation du binôme de conduite Ambulancier chef des secours/Médecin chef des secours (ACS/MCS).

Protection civile

- garantir le niveau technique et opérationnel de l'Organisation régionale de protection civile (ORPC);
- organiser et diriger les cours de compétence communale;
- coordonner et conduire les engagements lors de situations d'urgence et d'événements.

Centre de formation de La Rama (CFR)

— exploiter et offrir, à l'interne de la Ville comme à l'externe, un service de mise à disposition d'infrastructures de formation, comprenant des salles de cours, des pistes d'exercices, des simulateurs d'incendie et un restaurant.

Effectif du personnel

Plan des postes

	31 décembre 2021	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
Unité administrative	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés	
Ambulance	47.77	48.25	46.42	45.75	
Centre de formation de la RAMA	5.28	4.80	5.18	4.28	
Direction SPSL	4.30	3.30	4.30	4.30	
DPMA	3.00	2.00	3.00	3.00	
Police du feu	5.00	5.00	5.00	5.00	
Protection civile	17.20	16.20	17.20	17.20	
Sapeurs-pompiers	121.10	120.50	121.10	123.50	
Services généraux SPSL	16.93	13.93	15.93	13.93	
Unité Communication SPSL-CP	3.50	3.50	3.50	3.50	
Unité RH du SPSL	3.10	3.30	3.30	3.30	
Total service	227.17	220.78	224.93	223.76	

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	-2.24

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	31 décembre 2021		31 décembre 2022		
Unité administrative	nb	ept	nb	ept	
Ambulance	56	48.25	54	45.75	
Centre de formation de la RAMA	5	4.80	5	4.28	
Direction SPSL	7	5.90	5	4.30	
DPMA	3	2.00	4	3.00	
Police du feu	5	5.00	5	5.00	
Protection civile		16.20	18	17.20	
Sapeurs-pompiers	121	120.50	124	123.50	
Services généraux SPSL		13.93	17	13.93	
Unité Communication SPSL-CP	3	2.50	4	3.50	
Unité RH du SPSL	3	1.70	5	3.30	
Total service	237	220.78	241	223.76	

Apprenties et apprentis

	31 décembre 2021	31 décembre 2022		
Unité administrative	nb	nb		
	<u> </u>	<u> </u>		
Total service		0		

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2022			
Nombre de mouvement(s)	fin(s) d'emploi	embauche(s)		
	9	7		
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)		
		1		
Total service		8		

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	_
Convention de départ	
Décès	_
Démission	5
Départ à la retraite	3
Fin de contrat	_
Licenciement juste motif ordinaire	_
Licenciement suppression poste	_
Licenciement fin droit trait. 2 mois	_
Licenciement fin droit trait. 24 mois	1
Licenciement juste motif immédiat	_
Licenciement invalidité totale	
Total service	9

Auxiliaires

	31 décembre 2021	31 décembre 2021 3. nombre de contrats ept no		31 décembre 2022		
	nombre de contrats			ept		
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	4	0.29	17	1.82		
Auxiliaires mensualisé·e·s	9	3.65	5	1.95		
Auxiliaires payé·e·s au forfait		*		*		
Total service	29	3.94	32	3.77		

^{*} information indéterminée car à la tâche

Principales activités 2022

Projets organisationnels

VIDIS 20-25

Le projet relatif à la vision intégrée de la défense incendie de l'agglomération lausannoise (VIDIS 20-25) a continué d'évoluer en 2022. Dès 2023, les sapeurs-pompiers professionnels assureront les missions en journée et en semaine pour l'ensemble de l'agglomération lausannoise, et la complémentarité avec les volontaires demeurera la nuit et les week-ends. Le projet est actuellement entre les mains de la Commission de coordination du projet (CCVIDIS). Le déploiement est prévu le 1er janvier 2023.

Organisation de la formation des sapeurs-pompiers volontaires du SDIS

Un groupe de travail a défini un nouveau cursus de formation de base pour les sapeurs-pompiers volontaires du SDIS Lausanne-Epalinges. Ce dernier, d'une durée de deux ans pour la

formation DPS/UAPP (détachement de premier secours/unité d'appui du poste permanent), permettra de mettre à disposition des DPS des ressources formées une année plus vite. Cette démarche s'inscrit en poursuivant la collaboration avec le SDIS de la Mèbre. A noter qu'une année supplémentaire de formation sera nécessaire pour rejoindre les rangs des UAPP et ainsi assurer des renforts en caserne avec le DPS Lausanne.

Domaines transversaux

Ressources humaines

Le recrutement a occupé une place importante suite à différents départs à la retraite.

En 2022, l'unité RH a régularisé les contrats de tous les volontaires DPMA et des auxiliaires ambulancières et ambulanciers, ce qui représentait la mise à jour d'une centaine de contrats de collaboration.

En parallèle, les formations des futures et futurs cadres chez les sapeurs-pompiers et de la protection civile ont continué. Les cadres de l'entité ambulance ont rejoint ces formations prévues sur une durée totale de trois ans, comprenant en moyenne trois formations par année.

Enfin, l'unité RH a maintenu une place d'apprentissage pour la 4° année consécutive et a accueilli deux stagiaires.

Division communication Police et SPSL

L'étape lausannoise du Tour de France ou la mise en œuvre de l'action de promotion et de visibilité des services de secours «Journées feux bleus», au centre-ville, ont généré une forte activité.

L'activité a été soutenue sur les réseaux sociaux, avec un effort particulier sur Instagram avec un fort relais des informations utiles à la population (présences du «Poste de police mobile» en ville et campagnes de recrutement notamment).

Chiffres clés

	2021	2022
Abonnés Facebook SPSL	5′665	6'399
Abonnés Instagram SPSL	1′511	1′906
Abonnés Twitter LausanneSE	1'484	1'637
Publications Facebook SPSL	65	56
Publications Instagram SPSL	46	94
Publications Twitter LausanneSE	137	45
Demandes médias	296	200
Communiqués de presse	33	38
117 Express		11

Sapeurs-pompiers

Evolution de l'effectif des sapeurs-pompiers professionnels

(sans les aspirants sapeurs-pompiers professionnels, les sapeurs-pompiers professionnels en formation et le personnel administratif).

2018	2019	2020	2021	2022
118	119	119	117	113

Evolution de l'effectif du Corps de sapeurs-pompiers volontaire, site de Lausanne (sans les jeunes sapeurs-pompiers)

2018	2019	2020		2021	2022
	120	114	110	107	103

Evolution de l'effectif du Corps de sapeurs-pompiers volontaire, site d'Epalinges

2018	201	19	2020		2021	2022	
	52	59		63	54		50

Interventions

Au nombre de 1'950, les interventions sont en hausse de 160 unités par rapport à l'année précédente. Effectuées à raison de 77% sur le territoire du SDIS Lausanne-Epalinges, elles se répartissent comme suit: le DPS, site de Lausanne, composé de sapeurs-pompiers professionnels, est intervenu à raison de 1'854 interventions (+ 140) et le DPS, site d'Epalinges, à raison de 96 interventions (+ 20).

Le Poste de commandement avancé (PCA) a été ouvert à une reprise pour la gestion de six interventions lors d'orages qui se sont abattus sur l'agglomération lausannoise le 29 juin.

Le drone mis à disposition par l'ECA a été engagé à trois reprises dans le cadre des inondations qui ont touché le canton de Vaud et d'un feu de toiture d'une garderie à Lausanne.

Il est à noter que malgré la procédure mise en place par l'ECA, permettant de lever le doute sur la nécessité de mobiliser les sapeurs-pompiers, le nombre de déclenchements d'alarmes automatiques est en légère augmentation (+ 27).

Types d'interventions

	2021	2022
Déclenchements d'alarmes automatiques	312	362
Incendies	433	504
Sauvetage de personnes et d'animaux	342	398
Désincarcérations		30
Protection de l'environnement	407	430
Interventions techniques	377	424
Eléments naturels	51	47
Total	1′950	2'195

Il est à noter que les interventions du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieux périlleux sont comptabilisées dans la catégorie «sauvetage de personnes et d'animaux» et atteignent 35 missions.

Répartition géographique des interventions

	2021	2022	
Sur le territoire du SDIS Lausanne-Epalinges		1′502	1′577
Sur le territoire d'autres communes	_	447	618
Hors canton de Vaud		1	_

Alarme du personnel

La mise sur pied des détachements du personnel volontaire lausannois (groupe de l'unité d'appui du poste permanent et éclairage lourd) a été requise à 19 reprises (+4). Afin de renforcer les équipes déjà engagées sur des sinistres conséquents, la mise sur pied du personnel du corps professionnel en congé a été nécessaire à 18 reprises (-3).

Il est à noter qu'à 29 reprises (+7), il a été nécessaire de mobiliser un second officier de service pour garantir les missions opérationnelles, car le premier était déjà engagé sur une intervention.

Opération Tour de France

Le 9 juillet, la Ville de Lausanne accueillait la 8° étape du Tour de France cycliste. Cette manifestation a nécessité la délocalisation de 68 collaboratrices et collaborateurs et sept véhicules de la caserne de la Vigie sur trois sites supplémentaires, en collaboration avec le SDIS Ouest-Lavaux. Durant ce dispositif particulier, il a été nécessaire d'intervenir à six reprises sur le secteur concerné par la course.

Concept d'engagement sur les installations ferroviaires du LEB

Un concept d'engagement pour le nouveau tunnel des installations ferroviaires du Lausanne-Echallens-Bercher (LEB) a été créé par les sapeurs-pompiers professionnels. Il définit, selon l'Ordonnance du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), la participation des gestionnaires d'infrastructure aux frais de mise à disposition des services d'intervention sur les installations ferroviaires, les effectifs, les moyens et la tactique d'intervention. Cette nouvelle construction a obligé l'ensemble des sapeurs-pompiers à suivre la formation théorique qui englobait la présentation structurelle du tunnel, ses accès, ses dispositifs de secours, ainsi que la stratégie d'intervention, avant de se rendre sur le terrain pour une reconnaissance détaillée des sites à l'aide des dossiers d'intervention. Le concept a été testé à l'échelle 1/1 lors de l'exercice qui s'est déroulé le 4 mai avec comme scénario, le feu d'une motrice avec développement sur la rame passagers.

Formation du corps professionnel

La formation s'est concentrée sur le fonctionnement et l'utilisation des nouveaux véhicules et de l'ensemble du matériel acquis par la Ville de Lausanne ou mis à disposition par l'ECA et la Département général de l'environnement (DGE), notamment, la nouvelle tonne-pompe 9'000 litres. Ce véhicule est unique dans le canton. Il sert de prototype pour la fabrication de trois autres unités qui seront réparties sur le territoire vaudois. La formation créée et dispensée au sein des sapeurs-pompiers du SPSL sera le cadre de travail pour les autres SDIS du canton.

Organisé en collaboration avec l'ECA, un stage de perfectionnement pour les instructeurs feu, dont plusieurs lausannois, s'est déroulé à Liège en Belgique. Le but de ce dernier est de pouvoir bénéficier d'infrastructures inexistantes chez nous permettant aux intervenants de s'entraîner sur un feu intérieur en conditions réelles en toute sécurité.

Des stages de formation ont été organisés entre les sapeurs-pompiers du SPSL et de CIMO (Compagnie Industrielle de Monthey). Ces stages ont comme objectifs de permettre aux intervenants lausannois de renforcer leurs connaissances dans le domaine chimique, sur un site industriel et pour les sapeurs de CIMO de parfaire leurs connaissances des interventions en milieu urbain.

Les spécialistes du GRIMP ont accueilli leurs homologues du SDIS 74 de Haute-Savoie en terre vaudoise pour présenter leur matériel, mais également les spécificités des interventions urbaines et de la région. Une délégation s'est rendue en France pour y découvrir les thématiques en lien avec les spécificités du SDIS 74.

Dans le cadre de la convention qui lie le SPSL et l'ECA dans le domaine de la formation des sapeurs-pompiers vaudois, la certification EDUQUA pour la formation professionnelle, volontaire et l'Académie latine (ALSP), a été obtenue le 10 janvier.

Académie latine des sapeurs-pompiers (ALSP)

La session 2022 de l'Académie latine a débuté le 4 avril sur le site du Centre de formation de La Rama et s'est terminée le 11 novembre. La volée était composée de 13 aspirantes et aspirants romands, dont six lausannois. Cette formation leur a permis d'acquérir les bases théoriques et pratiques de la profession. Il est à noter que 35 instructeurs sapeurs-pompiers du SPSL sont engagés pour dispenser la formation de base durant cette école.

Les 19 aspirantes et aspirants de la volée 2021, dont cinq lausannois, ont réussi leurs examens. Les cinq aspirants lausannois de la volée 2021 ont suivi la formation théorique et pratique de conduite pour l'obtention du permis de conduire poids-lourd professionnel. Cette instruction a été dispensée par les collaboratrices et collaborateurs qualifiés des sapeurs-pompiers du SPSL.

Sapeurs-pompiers volontaires

Au 1^{er} janvier 2022, pour le SDIS, 11 (+1) nouvelles et nouveaux sapeurs-pompiers volontaires ont été incorporés pour le site de Lausanne et 3 (-1) pour le site d'Epalinges.

Les groupes de conduite des détachements d'appui (DAP) des sites de Lausanne et Epalinges ont tenu 23 séances, dont 11 pour Lausanne. Ces séances ont permis de consolider les structures administratives et de conduite. Ils ont également géré et suivi toutes les missions d'intervention et de prévention qui leur ont été confiées.

Sur le plan opérationnel, les sapeurs du site d'Epalinges sont passés de la mobilisation par groupe en une gestion individuelle par le système ProSDIS de l'ECA. Ceci permet d'avoir la vision des effectifs disponibles à l'instant «T».

Au niveau de la formation, chaque sapeur-pompier volontaire a bénéficié de formations internes et cantonales adaptées. Cela représente 81 journées de cours cantonaux. A cela s'ajoutent 3'044 heures de formation interne. L'UAPP de Lausanne et le DPS d'Epalinges ont organisé leur formation continue dans les domaines de l'intervention et de la protection respiratoire.

Le traditionnel recrutement cantonal s'est déroulé le premier jeudi de novembre. S'inscrivant dans la refonte de la formation des sapeurs-pompiers volontaires, le recrutement 2022 a eu lieu sous une forme plus sélective, soit en deux phases. La première, lors de la soirée de recrutement, la seconde, fin novembre, avec des tests d'aptitude: vertige, claustrophobie, aptitudes manuelles, ainsi que de condition physique. A l'issue de cette phase de sélection, dix personnes ont été retenues pour le SDIS.

Jeunes sapeurs-pompiers (JSP)

Encadrés par huit moniteurs professionnels et volontaires, quatre filles et 26 garçons composant le groupe des jeunes sapeurs-pompiers (JSP), ont suivi leur formation annuelle en interne.

Le groupement JSP du SDIS Lausanne-Epalinges a participé à une journée d'instruction à Gimel, à l'inspection quinquennale des sapeurs-pompiers et ont effectué des démonstrations sur la place de l'Europe, dans le cadre des Journées feux bleus.

Les JSP ont également reçu une formation dans le domaine sanitaire, dispensée par le personnel du détachement poste médical avancé (DPMA) du SPSL.

Afin de permettre aux jeunes de passer les tests pour obtenir les distinctions appelées «flamme 3», le groupement vaudois des JSP a organisé, sur le site de La Rama, une session d'examens. Après avoir obtenu cette distinction, les JSP peuvent intégrer directement un SDIS sans devoir suivre le cours de base.

Le 4 décembre, le personnel du DPS de Lausanne, du site d'Epalinges et du DAP (détachement d'appui) site de Lausanne ainsi que les JSP, ont participé au Téléthon et ont récolté la somme de CHF 24'500.-.

Police du feu

Généralités

La Police du feu, en sa qualité d'autorité communale dans le domaine de la prévention et de la protection incendie, est constituée de cinq collaborateurs, appuyée ponctuellement par une sixième personne issue du rang des sapeurs-pompiers professionnels du SPSL.

Dotée de deux véhicules à propulsion entièrement électriques (une voiture et un scooter), elle est amenée à se déplacer journellement sur des lieux de visite de fin de travaux, des manifestations ou encore de sites d'ouverture ou de reprise d'exploitation d'établissements publics. Dans ce domaine, son rôle consiste à vérifier que toutes les mesures de prévention et protection incendie des bâtiments et autres ouvrages aient bien été mises en œuvre et soient fonctionnelles.

En amont, la Police du feu conseille les responsables du projet ou les projeteurs, afin d'anticiper et de faciliter la planification de la mise en œuvre des mesures nécessaires. A ce titre, elle contribue activement à la réalisation du programme de législature 2021-2026 de la Municipalité, et plus particulièrement du thème central lié au développement urbain et aux logements de qualité.

Elle est également l'autorité de surveillance de l'activité des maîtres ramoneurs officiels lesquels, au nombre de deux pour la circonscription lausannoise, procèdent au contrôle et au ramonage des installations thermiques.

Du côté des dossiers d'intervention des sapeurs-pompiers, l'ECA a procédé au remaniement de l'application ECAPLAN. En effet, ce support est désormais géo référencé. Les quelque 650 dossiers existants seront lors de leur mise à jour adaptés à cette nouvelle plate-forme.

Enfin, les collaborateurs de la police du feu ont suivi la formation continue annuelle relative à leur domaine de compétence, nécessaire au renouvellement de leur titre professionnel de spécialiste en protection incendie.

Statistiques

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Mises à l'enquête	740	686	853	764	739	441
Séances	395	381	385	248	396	412
Visites fin de travaux	288	254	339	145	322	237
Examens de situation pour des manifestations	450	679	965	557	556	762
Dossiers intervention	377	396	562	607	372	430

Ambulance/Service mobile d'urgence et de réanimation (SMUR)

Evolution de l'effectif des ambulancières et ambulanciers en ept

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
41.75	41.75	41.7	40.8	44.25	47	46

L'effectif de l'entité Ambulance est composé de 51 ambulancières et ambulanciers professionnels (diplômées et diplômés ES, techniciennes et techniciens ambulanciers), correspondant à 44 ept.

Afin de pallier plusieurs absences pour raison de santé, le pool d'auxiliaires a été régulièrement sollicité. Ce dernier est composé de 12 ambulancières et ambulanciers professionnels (diplômées et diplômés ES), techniciennes et techniciens ambulanciers, qui ont effectué plus de 3'640 heures de service.

Interventions

Une augmentation significative du nombre de missions a été constatée, avec 9'046 interventions (+8.14% par rapport à 2021). La moyenne journalière a atteint 24.78 interventions. Les cas de maladie représentent 77%. Les ambulancières et ambulanciers ont effectué 32.7% de P1, 62.9% de P2 et 0.8% de P3. Le solde se dilue dans les interventions secondaires.

Il convient encore d'ajouter 1'677 missions SMUR et 28 engagements du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP). Dès lors, ce ne sont pas moins de 10'705 interventions d'urgence et de sauvetage qui ont été effectuées par le personnel Ambulance. Cette entité demeure un acteur majeur sur la scène du dispositif cantonal de prise en charge des urgences pré-hospitalières (DisCUP), non seulement par le nombre d'interventions, mais aussi par ses différentes spécialisations et sa capacité à renforcer le dispositif en cas d'événement particulier.

Statistiques

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre d'interventions	7′194	7′119	7'455	7′598	8′365	9'046
Nombre de personnes transportées	6'064	5′816	5′823	5′984	6′488	6′742
Nombre d'interventions sans transport	1′130	1′303	1′632	1′658	1′877	2′304
Nombre de missions SMUR	1′987	1′924	1′638	1'431	1′538	1'677

Incivilités

Les ambulancières et ambulanciers ont dû déposer deux plaintes.

Détachement poste médical avancé (DPMA) & Evénement sanitaire particulier

Effectif

Le DPMA et le secteur Evénement sanitaire particulier sont constitués de trois professionnels et de 75 volontaires. Le financement des professionnels est assuré conjointement par la Ville de Lausanne, la Direction générale de la santé (DGS) et l'Etablissement cantonal d'assurance (ECA).

Evolution de l'effectif du personnel volontaire

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
71	71	68	75	70	71	73

L'effectif autorisé du personnel volontaire est de 75 personnes au maximum (hors des postes professionnels). Il se répartit en trois catégories distinctes: 15 médecins, 40 professionnelles et professionnels de la santé et 20 secouristes.

Outre le déploiement et l'activation du poste médical avancé, les spécialisations et prestations suivantes sont assurées:

- soutien sanitaire opérationnel (SSO) au profit des intervenantes et intervenants sapeurs-pompiers, lors d'interventions sur l'ensemble du canton;
- équipières et équipiers sanitaires maintien de l'ordre (ESMO+) au profit des policières et policiers lausannois et gendarmes vaudois;
- décontamination de personnes dans les domaines atomique, biologique et chimique (DECON ABC);
- mise en place de dispositifs médico-sanitaires (DMS) lors de manifestations importantes;
- représentation du SPSL et de la DGS dans la Commission technique opérationnelle romande (CTOR) et du Groupe romand d'intervention médicale en cas de catastrophe (GRIMCA);
- coordination des véhicules de soutien sanitaire (VSS) au profit des cantons romands (VD, GE, FR, NE, VS).

Types d'interventions – engagements

	2001	2000	
	2021	2022	
Soutien sanitaire opérationnel (SSO)		20	15
Poste médical avancé (PMA)		1	0
Dispositif médico-sanitaire (DMS)		2	4
Premier répondant et missions particulières (CE DPMA)		6	12
Ambulancières et ambulanciers chefs des secours (ACS) (sollicitations/déplacements)		27/7	15/4

Les manifestations culturelles et sportives ayant pu reprendre leur rythme de croisière, le Détachement a pris en charge la gestion médico-sanitaire des 20KM de Lausanne, du Triathlon et du Marathon de Lausanne, prenant ainsi en charge plus d'une centaine de patients.

Le passage du Tour de France a constitué un engagement d'envergure pour le Détachement. En plus des dispositifs médico-sanitaires (DMS) dédiés, sur les sites de fête de Lausanne (arrivée) et Aigle (départ), les cadres du Détachement ont assuré la mise en place et la conduite de l'ensemble des moyens sanitaires, au travers du poste de commandement, centralisé à la Police cantonale vaudoise.

Matériel et équipement

Dans le cadre du maintien de l'uniformisation des moyens d'intervention sanitaires romands, la finalisation du projet VSS 2023 a été conduite. Un nouveau véhicule sera réalisé conjointement avec celui du canton de Genève, sous la conduite du Détachement, dans le cadre des accords entre les cantons romands. Ceci portera à six le nombre d'engins similaires, engageables en cas d'évènements sanitaires d'envergure, à l'horizon 2023/2024.

Formation

La formation interne a pu reprendre cette année et la présence du personnel volontaire a significativement augmenté lors des divers exercices, en témoignent les 1'830 heures consacrées à ce domaine.

Protection civile (PCi)

Evolution de l'effectif des professionnel·le·s

2016	2017		2018	2019	2020	2021	2022	
	18	19	18	18		17	17	17

Evolution de l'effectif des milicien·ne·s et volontaires

2016	2017		2018	2019	2020	2021	2022
1'2	50	1'393	1'254	1'196	1'176	800	819

Les conséquences de l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2021 de la nouvelle loi sur la Protection civile (LPPCi) a encore une fois des répercussions sur les effectifs. Au 31 décembre 2022, ce ne sont pas moins de 170 astreints qui ont été libérés et 42 nouveaux astreints incorporés.

Interventions

La poursuite de l'engagement COVID-19 s'est déroulée durant la période des fêtes 2021-2022 et ceci jusqu'au 12 février, avec non moins de 2'000 jours de service. Cela représente, pour cette pandémie, près de 50'000 jours de service effectués par le Bataillon Centre regroupant les Organisations régionales de protection civile (ORPC) de Lausanne-District, l'Ouest-Lausannois et Lavaux-Oron.

Afin de répondre à la mission reçue de la délégation du Conseil d'Etat pour soutenir l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM), du 14 mars au 29 juillet, les ORPC de Lausanne-District et de l'Ouest-Lausannois ont uni leurs forces pour mettre en place et exploiter un centre d'accueil dans les halles sud du Palais de Beaulieu, pouvant accueillir jusqu'à 300 réfugiées et réfugiés ukrainiens. Plus de 4'900 jours de service ont été réalisés, ce qui représente au total 29'000 heures pour la milice et les professionnelles et professionnels et correspond à 7'500 nuitées pour plus de 1'300 réfugiées et réfugiés.

L'ORPC est intervenue à deux reprises en juillet dans le cadre du déclenchement du «Plan Canicule».

Lors de la coupure du réseau Swisscom le 14 juillet, la cellule de crise du CHUV a fait appel à la PCi pour disposer de personnel formé à l'aide à la conduite. Au final, trois personnes ont été engagées. La mission a rapidement pris fin avec le retour du réseau de télécommunication.

Une intervention au «Répit» a eu lieu du 25 novembre au 1^{er} décembre afin d'apporter un soutien à la structure dite de «bas-seuil», pour l'institution «Mère Sofia». Durant sept nuits, 100 personnes ont été accueillies, pour un total de 413 heures réalisées par 17 astreintes et astreints et 105 heures par le personnel professionnel.

Le Plan Ostral a été déployé de fin septembre au 23 décembre, dans le but de mettre à niveau l'état de préparation en cas de pénurie en électricité. L'ORPC a été sollicitée pour soutenir les communes du District et la cellule de crise préfectorale. Cela représente plus de 290 heures de travail pour le personnel professionnel, ainsi que trois semaines d'engagement pour deux personnes astreintes rattachées à ladite cellule.

Heures réalisées par les professionnelles et professionnels

	2021		2022	
Engagements au profit des collectivités		481		2'359
Engagements en situation d'urgence		7'054		2'620
Total		7'535		4'979

Collaborations (internes et externes)

Les interventions en situation d'urgence, accueil des réfugiées et réfugiés ukrainiens ainsi que la situation de pénurie (INOPIA), ont permis de collaborer avec les partenaires cantonaux et régionaux comme l'EVAM, le service vétérinaire et la préfecture.

Matériel, équipement et infrastructures

En collaboration avec le Service de la sécurité civile et militaire (SSCM) et les ORPC, il a été décidé de réduire le nombre de remorques datant des années 60 immatriculées par le Canton. Pour la Ville, cela a consisté à réduire la dotation de 50 unités et passer de 150 à 100 remorques, ce qui permet en tout temps de répondre aux besoins opérationnels.

A contrario, trois nouvelles génératrices 20 kva ont été reçues afin de garantir l'alimentation électrique des antennes POLYCOM cantonales.

Le SSCM et sa Division PCi ont décidé d'équiper tout le personnel astreint de la nouvelle tenue PCi VD 15.

Essai annuel des sirènes

Seules les sirènes mobiles ont été contrôlées par la division en 2022. Les sirènes fixes ont été déclenchées par les centrales d'engagement dédiées (mode automatique), ceci sans la présence de la milice en raison de l'engagement COVID-19.

Places protégées

467 nouvelles places protégées ont été validées dans le cadre de différentes réalisations. Plus de 400 contrôles périodiques ont été effectués sur la commune de Lausanne.

Formation

En plus des nombreuses interventions, plusieurs cours de type «IAE» (Instruction Axée à l'Engagement) ont été réalisés par près de 800 astreintes et astreints, avec pour contenu les matières suivantes:

- moyens d'extinction de départs de feux;
- régulation du trafic routier;
- réanimation cardio-pulmonaire (BLS-AED);
- sécurité antichute;
- communication radios POLYCOM.

Jours de service

	2021	2022	
Cours effectués dans le cadre communal		302	1′370
Engagement au profit de la collectivité		220	1′306
Engagement en situations d'urgence		5′911	4'372
Total		6'433	7'048

Centre de formation de La Rama (CFR)

Locations

La fréquentation du CFR est principalement répartie entre:

- divers services de la Ville et de l'Etat de Vaud;
- les sapeurs-pompiers (notamment au travers des formations ECA) avec plateau technique de formation (PTF);
- les utilisatrices et utilisateurs externes (principalement des organisations œuvrant dans le domaine des secours, de la sécurité et de la prévention).

En 2022, le CFR a fonctionné toute l'année sans fermeture due au COVID-19. Avec un nombre de jours de location d'infrastructures de 296, il retrouve ainsi son rythme de croisière et son activité «pré-pandémie».

Repas

La cuisine du CFR a produit 17'190 menus, dont 4'628 livrés dans les diverses entités du SPSL. Une baisse (-6.33%) est constatée par rapport à 2019, dernière année avant la pandémie.

Restauration collective durable (RCD)

Le CFR continue à participer au plan de RCD, au travers de son 2° volet, le plan RCD II (2021-2024).

Service du contrôle des habitants (CH)

Principales missions du service

- tenir à jour l'ensemble des données relatives à la population, en veillant à respecter les dispositions légales en matière de contrôle des habitants et d'harmonisation des registres;
- accueillir le public et renseigner les usagers;
- constituer les dossiers de demandes d'autorisations de séjour et d'établissement et les transmettre à l'autorité compétente, à savoir le Service cantonal de la population;
- fournir aux administrations publiques les données qui leur sont nécessaires (registres des contribuables, registre civique, registre cantonal des personnes, écoles, etc.);
- traiter les mutations courantes sous forme électronique et en transmettre le résultat au Registre cantonal des personnes (RCPers), dans le cadre de l'automatisation du transfert d'informations (ATI).

Effectif du personnel

Plan des postes

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
Unité administrative	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés
Bureau "Suisses – permis C"	8.90	8.90	8.80	8.80
Bureau des étrangers	12.00	12.00	13.30	12.10
Direction CH	3.00	3.00	3.00	3.00
Div. opérationnelle CH	7.30	7.30	7.30	8.30
Sect. SICH et qualités données	4.50	4.50	4.30	4.30
Section administrative CH	4.00	4.00	4.00	4.00
Total service	39.70	39.70	40.70	40.50

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	1.00

Personnel fixe (sans apprenti-e-s ni aspirant-e-s)

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	31 décembre 2022	
Unité administrative	nb	ept	nb	ept	
Bureau "Suisses – permis C"		8.90		8.80	
Bureau des étrangers		12.00	14	12.10	
Direction CH	3	3.00	3	3.00	
Div. opérationnelle CH	9	7.30	10	8.30	
Sect. SICH et qualités données		4.50	5	4.30	
Section administrative CH		4.00	4	4.00	
Total service	45	39.70	47	40.50	

Apprenties et apprentis

	31 décembre 2021	31 décembre 2022	
Unité administrative	nb	nb	
Section administrative CH	1	1	
Total service	1	1	

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2022	2		
Nombre de mouvement(s)	fin(s) d'emploi		embauche(s)	
		4		7
Nombre de transfert(s)	sortant(s)		entrant(s)	
		1		_
Total service		<u>_</u> 5		7

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	<u> </u>
Convention de départ	
Décès	_
Démission	2
Départ à la retraite	2
Fin de contrat	_
Licenciement juste motif ordinaire	
Licenciement suppression poste	_
Licenciement fin droit trait. 2 mois	-
Licenciement fin droit trait. 24 mois	-
Licenciement juste motif immédiat	
Licenciement invalidité totale	
Total service	4

Auxiliaires

	31 décembre 2021	31 décembre 2021		31 décembre 2022		
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept		
Auxiliaires payé·e·s à l'heure						
Auxiliaires mensualisé·e·s	7	6.17	12	4.83		
Auxiliaires payé·e·s au forfait		*		*		
Total service	7	6.17	12	4.83		

^{*} information indéterminée car à la tâche

Evènements marquants

A compter du 1^{er} janvier 2022, la gestion des personnes au bénéfice d'une autorisation de travail frontalière (permis G) a été reprise par le Service cantonal de la population, ce qui représente plus de 6'500 dossiers. Désormais, seules les personnes au bénéfice d'un permis G ayant une résidence secondaire à Lausanne continuent d'être gérées par le CH, dès lors qu'elles sont considérées comme habitantes au sens de la loi sur le contrôle des habitants. Elles sont au nombre de 79, au 31 décembre 2022.

Dès le mois de février 2022, le conflit russo-ukrainien a provoqué l'exode d'une partie de la population ukrainienne. A ce titre, au 31 décembre 2022, 759 personnes de nationalité ukrainienne sont recensées, alors qu'elles étaient 175 à fin 2021.

L'évolution des normes «ech» (qui définissent un standard fédéral pour la communication des données) a nécessité de consacrer beaucoup de temps aux adaptations requises, tant du côté du CH que du SOI. Dans les principales évolutions informatiques citons notamment la mise en

œuvre du «mariage pour tous», l'adaptation du logiciel paracomptable nécessaire pour assurer la compatibilité avec le nouveau système d'information financier (SIF).

Enfin, le cap des 149'000 habitants a été franchi le 15 novembre 2022, confortant ainsi le dynamisme de Lausanne et son attrait pour de nombreuses personnes. Toutefois, en raison de facteurs saisonniers, la population lausannoise s'établit, au 31 décembre 2022, à 148'810 personnes.

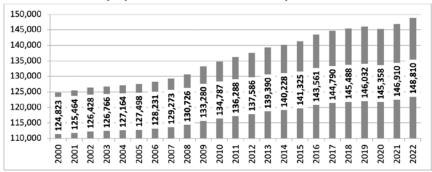
Principales activités 2022

Evolution démographique et statistiques

Evolution démographique

Au 31 décembre 2022, 148'810 personnes figuraient dans le registre des habitantes et habitants de la Ville de Lausanne, toutes catégories confondues, soit une augmentation de 1'900 habitantes et habitants par rapport à 2021.

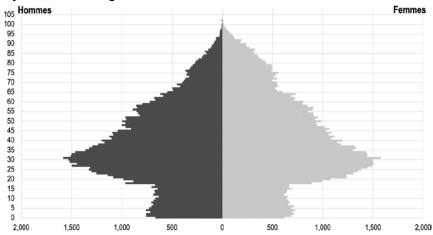
Évolution de la population lausannoise depuis 2000 (au 31 décembre)



Depuis l'an 2000, l'augmentation de la population, à fin 2022, est de 19,21%.

Statistiques de la structure de la population lausannoise

Pyramide des âges



Population lausannoise, selon le type de résidence

au 31 décembre	2020	2021	2022	Différence 2021/2022
En résidence principale	141'464	142′708	144'684	+1′976
En résidence secondaire	3′894	4′202	4′126	-76
Total	145′358	146′910	148'810	+1′900

Répartition de la population, selon les origines et la nationalité

selon origines/nationalité	2020	2021	2022	Différence 2021/2022
Vaudois-e-s	47'979	48'871	49'686	+815
— dont Lausannois⋅e⋅s	21'442	22'538	23'745	+1′207
autres cantons	36'346	36'401	36'082	-319
Total population suisse	84'325	85'272	85′768	+496
Total population étrangère	61'033	61'638	63'042	+1'404
Total	145′358	146'910	148'810	+1′900

Population étrangère résidant à Lausanne, par pays/continents

au 31 décembre	2021	%*	2022	%*	Différence 2021/2022
France	13'213	8.99	13'658	9.18	+445
Portugal	7'894	5.37	7'631	5.13	-263
Italie	6′566	4.47	6'481	4.35	-85
Espagne	5′353	3.64	5′591	3.76	+238
Reste de l'Europe	12'821	8.74	13'445	9.03	+624
Population étrangère européenne	45'847	31.21	46'806	31.45	+959
Afrique	6′014	4.09	6′138	4.13	+124
Asie	5′239	3.57	5′508	3.70	+269
Amériques	4'367	2.97	4'422	2.97	+55
Océanie	98	0.07	94	0.06	-4
Apatrides	6	_	6	_	_
Non déterminée	67	0.05	68	0.05	+1
Population étrangère non européenne	15′791	10.75	16'236	10.91	+445
Population étrangère totale	61'638	41.96	63'042	42.36	+1'404

^{*} pourcentage de la population étrangère par rapport à la population globale vivant à Lausanne (respectivement 146'910 et 148'810)

Population étrangère résidant à Lausanne, par permis

au 31 décembre	2020	2021	2022	Différence 2021/2022
Population en résidence principale:				
— Permis B	23'795	23'877	24'658	+781
— Permis C	32'879	32'284	31'629	-655
— Permis F	1'473	1'435	1'416	-19
— Permis L	1'117	969	1'113	+144
— Cas en suspens auprès des autorités cantonales ou fédérales	991	2′203	2′598	+395
— Procédures de refus/recours	171	143	133	-10
Total population résidante	60'426	60'911	61'547	+636
Dispensés par le DFAE ¹	122	158	177	+19
Permis Ci ²	5	7	8	+1
Total population diplomatique	127	165	185	+20
Requérant·e·s d'asile	76	80	233	+153
Permis S (statut de protection)			609	+609
Total en résidence principale	60'629	61'156	62'574	+1'418
Population en résidence secondaire:				
— Permis B	93	114	117	+3
— Permis C	237	279	253	-26
— Permis F	1	1	1	_
— Permis G (frontalier)	65	73	79	+6
— Permis L	3	3	5	+2
— Demandes en cours	5	11	11	
— Dispensés par le DFAE		1	2	+1
— Requérant∙e∙s d'asile		_		
Total en résidence secondaire	404	482	482	-14
Total de la population étrangère	61'033	61'638	63'042	+1'404

¹ Membres ou personnel des missions diplomatiques et consulaires dispensés de formalités ² Conjoint∙e∙s ou enfants des personnes dispensées par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), exerçant une activité lucrative

Naissances et décès au sein de la population lausannoise

	2020	2021	2022	Différence 2021/2022
Naissances	1'602	1′703	1'474	-229
Décès	1′204	1′024	1′057	+33
Solde naturel	398	679	417	-262

Relations avec les administrées et administrés

Les relations avec la population lausannoise sont réparties selon trois axes principaux, à savoir par courriers électroniques, par courriers postaux et sur présentation aux guichets. Les appels téléphoniques permettent également de renseigner les administrées et administrés sur les modalités d'annonces et de traitement des demandes d'autorisation de séjour.

	2021	2022		Différence 2021/2022	En pourcentage
Nombre d'opérations de mise à jour	288'7	37	294′711	+5′974	+2.06%
Nombre d'e-mails	77'5	86	68'000	-9'586	-12.35%
Nombre de courriers postaux	44'4	71	44'991	+520	+1.16%

Avec l'afflux toujours important de personnes se présentant sans rendez-vous, il a été nécessaire de prendre un maximum de personnes «entre deux rendez-vous», ce qui explique l'augmentation de la fréquentation des guichets en 2022 et, en corollaire, l'allongement du temps d'attente moyen.

	2021 2022 D		Différence 2021/2022	
Nombre d'entretiens effectués aux guichets	16'030	22'842	+6'812	
Temps d'attente moyen	0′50″	1′30″	+0'40''	

Depuis 2019, le CH délivre des déclarations de résidence dont les demandes sont effectuées en ligne.

	2020	2021	2022	Différence 2021/2022
Déclarations de résidence délivrées par internet	8′127	8'138	8′524	+386

Service de l'économie (ECO)

Principales missions du service

- mise en œuvre et appui en matière d'économie, de promotion économique et d'initiatives entrepreneuriales;
- production de la statistique publique communale et analyse;
- gestion administrative et coordination des manifestations;
- gestion des établissements et des terrasses;
- gestion des commerces permanents et itinérants (y compris les marchés);
- gestion des cinémas;
- gestion des procédés de réclame;
- organisation de la Fête foraine de printemps (Luna Park);
- gestion des ports de petite batellerie, des infrastructures nautiques et des rives du lac;
- perception des taxes de séjour;
- perception de l'impôt sur les divertissements;
- gestion des décès;
- gestion du centre funéraire de Montoie.

Effectif du personnel

Plan des postes

	31 décembre 2021		31 décembre 2022		
Unité administrative	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés	
Direction ECO	5.45	4.90	5.50	5.20	
Etablissements & Commerces	6.00	6.00	6.00	6.00	
Finances & Gestion/Taxes séjour	6.20	5.70	6.70	5.70	
Lac	2.00	2.00	2.00	2.00	
Manifestations & Marchés	8.00	7.90	7.80	7.80	
Off. Commerces & manif.	2.90	2.80	2.80	2.80	
Off. prest. funéraires Isnois	21.00	21.00	21.00	21.00	
Office appui économ. et stat.	4.10	3.50	4.10	3.50	
Total service	55.65	53.80	55.90	54.00	

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	0.25

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
Unité administrative	nb	ept	nb	ept
Direction ECO	6	4.90	6	5.20
Etablissements & Commerces	6	6.00	6	6.00
Finances & Gestion/Taxes séjour	6	5.70	6	5.70
Lac		2.00	2	2.00
Manifestations & Marchés	g	7.90	9	7.80
Off. Commerces & manif.	3	2.80	3	2.80
Off. prest. funéraires Isnois	25	21.00	25	21.00
Office appui économ. et stat.	4	3.50	4	3.50
Total service	61	53.80	61	54.00

Apprenties et apprentis

	31 décembre 2021	31 décembre 2022 nb	
Unité administrative	nb		
Unité administrative	-		
Total service		0	

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2022				
Nombre de mouvement(s)	fin(s) d'emploi	embauche(s)			
	3		3		
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)			
	_		-		
Total service	3		3		

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	-
Convention de départ	
Décès	_
Démission	3
Départ à la retraite	_
Fin de contrat	_
Licenciement juste motif ordinaire	

Licenciement suppression poste	_
Licenciement fin droit trait. 2 mois	_
Licenciement fin droit trait. 24 mois	_
Licenciement juste motif immédiat	_
Licenciement invalidité totale	_
Total service	3

Auxiliaires

	31 décembre 2021	31 décembre 2021		31 décembre 2022		
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept		
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	_					
Auxiliaires mensualisé·e·s	8	4.5	8 6	3.81		
Auxiliaires payé·e·s au forfait	4		* 4	*		
Total service		4.5	8 10.00	3.81		

^{*} information indéterminée car à la tâche

Principales activités 2022

Office d'appui économique et statistique (OAES)

En matière de statistique publique, l'office a conduit une analyse approfondie de la situation économique lausannoise dans son cadre régional et en comparaison avec les principales villes suisses (Le potentiel contributif du territoire lausannois, juin 2022, Le marché du travail à Lausanne, juin 2022). Ces éléments ont permis à la Municipalité de disposer de références pour se déterminer sur la promotion du potentiel de Lausanne comme destination économique et touristique. L'office a poursuivi sa mission en matière de statistique analytique en répondant aux demandes des autres services, en particulier en ce qui concerne le domaine du logement notamment dans le cadre de la planification de l'étape du PA2 et 3 des Plaines-du-Loup.

En appui aux démarches du service pour le suivi des affaires économiques, l'office a participé aux prestations d'appui au tissu des entreprises lausannoises. L'édition 2022 du Prix entreprises formatrices, organisée par l'office en partenariat avec Economie Région Lausanne (ERL), a pu à nouveau se tenir en présentiel et a distingué six entreprises pour leurs efforts en faveur de l'apprentissage.

L'office a par ailleurs assuré la représentation de la Ville auprès des instances de coordination de la statistique publique suisse (Cort, Corstat, Regiostat) ainsi que de la Commission statistique de l'Union des villes suisses (UVS) dont Lausanne est membre.

Office des autorisations commerciales et des manifestations (OACM)

A — Etablissements, commerces, cinémas, procédés de réclame

Etablissements

	2021	2022
Demandes de préavis pour licence	169	248
Licences délivrées ou renouvelées	370	397
Changements d'enseigne	43	51
Manifestations	538	899
— dont ouverture de billetterie	42	66
Autorisations de diffusion de musique	97	106
Refus des heures de prolongation (rappels, avertissements, retraits) ¹		5
Dossiers de mise en conformité des locaux		107
Demande de préavis pour fumoirs		

 $^{^1}$ Selon les directives municipales en matière de refus des heures de prolongation après l'heure de police fixée à 3h00 (art 5. RME)

Durant l'année, six établissements ont été déclarés en faillite, soit cinq cafés-restaurants et un café-bar. De plus, par décisions du Département de l'économie, de l'innovation et du sport (Police cantonale du commerce), 13 établissements ont été fermés temporairement et neuf magasins ont été privés de vente de boissons alcooliques, pour diverses infractions.

Nombre d'établissements par catégorie de licences (au 31 décembre)

Catégorie	Genre de licences	Etablis- sements exploités au 31 dé- cembre 2021	Créa- tions	Réouver- tures	Change- ments de catégorie (en +)	Ferme- tures	Change- ments de catégorie (en -)		Ecarts
A	Hôtel avec restauration	27		1	1	2		27	
	Hôtel sans restauration	6			_	1	1	4	-2
В	Café-restaurant	466	10	16	3	30	_	465	-1
D	Café-bar	24	1	_	_	1	2	22	-2
E	Buvette	32	3	1	_	2	1	33	1
F	Discothèque avec restauration	5						5	
-	Discothèque sans restauration	7	_	1	1	_	_	9	2
G	Night-club avec restauration	1	_		_	_	_	1	
	Night-club sans restauration	4			_			4	
Н	Salon de jeux avec boissons alcooliques	2	_	1	_	1	_	2	_
	Salon de jeux sans boissons	_							
-	Salon de jeux avec restauration	2	_	_	_	_	_	2	_
	Salon de jeux avec boissons sans alcool	_							
J	Tea-room	50	1	_	_	1	2	48	-2
K	Bar à café	4		_	_	_	_	4	
L	Café-restaurant (bateaux)	15	_	_	_	1	_	14	-1
	Autorisation spéciale de jour sans boissons	2	_	_	_	_	_	2	-
	Autorisation spéciale de jour avec boissons	14	_	_	_	3	_	11	-3
	Autorisation spéciale de jour – Sauna	2	_	_	_	_	_	2	_
	Autorisation spéciale de nuit – Sauna	_							
	Autorisation spéciale de jour – article 66 LADB	2	_	_				2	_
	Autorisation spéciale de nuit – article 66 LADB	1	_	_	_	_	_	1	_
М	Traiteur	6	5				1	10	4
N	Débit de boissons alcooliques à l'emporter	292	15	4	1	22		290	-2
	Totaux	964	35	24	6	64	7	958	-6

Capacités des établissements ouverts (au 31 décembre)

	2021		2022		
	Nombre	Capacité	Nombre	Capacité	
Etablissements de jour¹	633	77'217	624	76'171	
Etablissements de nuit ²	18	6′194	20	7'414	
Totaux	651	83'411	644	83'585	

¹ Etablissements de jour au bénéfice des licences d'hôtel, de café-restaurant, de café-bar, de buvette, de salon de jeux, de tea-room et de bar à café, ainsi que ceux au bénéfice d'autorisations spéciales (bateaux non compris). Ouverture les samedis, les dimanches et les jours fériés de 6h30 à 24h, les autres jours de 5h à 24h, avec possibilité de prolongation jusqu'à 1h du dimanche soir au jeudi soir et jusqu'à 2h le vendredi et le samedi soir, moyennant le paiement d'une taxe
² Etablissements de nuit au bénéfice des licences de discothèque, de night-club et autorisation spéciale. Ouverture de 17h à 3h, avec possibilité d'ouverture anticipée entre 14h et 17h ou prolongée entre 3h et 6h, moyennant le paiement d'une taxe et pour autant qu'ils respectent les prescriptions fédérales, cantonales et communales relatives à l'exploitation des établissements. L'heure de 5h à 6h est gratuite

Les capacités sont exprimées en nombre de personnes autorisées à l'intérieur d'un établissement, personnel compris.

Commerces

Les autorisations de dérogation à l'horaire des magasins délivrées au 31 décembre, conformément à l'article 12 du règlement sur les heures d'ouverture et de fermeture des magasins (RHOM), se présentent comme suit:

	2021	Avec alcool (2021)	2022	Avec alcool (2022) 109	
Magasins d'alimentation, magasins-traiteurs, laboratoires	261	105	277		
Boulangeries-pâtisseries-confiseries		1	17	1	
«Shops» de station-service		_		_	
Magasins de tabac et journaux	35		33	18	
Magasins de glaces	6	_	6	_	
Kiosques	21		22		
Total	353	125	370	128	

Autorisations

	2021	2022	
Tabacs		528	492
Jeux et appareils automatiques		931	879
Commerces d'occasions		133	123
Ventes aux enchères		 5	6

Autorisations de procédés de réclame délivrées en 2022

	2021	2022
Permanent	293	224
De durée limitée	62	38
Décoration	5	4
Total	360	266

Au 31 décembre, 266 autorisations ont été délivrées pour la pose de 676 procédés de réclame (visuels).

Le montant total de la taxe perçue pour les procédés de réclame eux-mêmes s'est élevé à CHF 66'759.-. Le total des taxes perçues en sus pour l'occupation du domaine public et assimilé de ces procédés s'est élevé à CHF 222'915.-.

Terrasses et étalages - Anticipations professionnelles (au 31 décembre)

	2021	2022
Nombre de terrasses d'établissements publics (avec taxe d'anticipation), dont	528	607
— sur domaine public	219	275
— sur domaine privé	309	332
Etalages de magasins	249	245

144 autorisations pour l'exploitation de terrasses, ainsi que 14 autorisations pour des anticipations commerciales, ont été délivrées ou renouvelées durant l'année.

Lausanne compte 607 terrasses d'établissements, soit 275 installées sur le domaine public et 332 sur le domaine privé. Cela représente une occupation du domaine public de 8'665 m².

Les terrasses des établissements et les anticipations commerciales ont bénéficié de la gratuité, respectivement jusqu'au 31 octobre 2022 et pour un montant de CHF 434'000.- pour les terrasses et sur l'ensemble de l'année et pour un montant de CHF 90'000.- en ce qui concerne les anticipations commerciales. Des gratuités similaires avaient été accordées en 2021.

Cinémas

	2021	2022
Nombre de spectateur·trice·s	377'508	585′770
Nombre de salles de cinéma	22	22

Les cinémas lausannois comptent au total 4'034 places au 31 décembre 2022. Les films projetés en première vision sont au nombre de 382 (304 en 2021). La hausse du nombre de spectatrices et spectateurs est de 55.2%.

B — Manifestations et marchés

Manifestations

	2021			2022				
Catégories	Nombre de manif.	Nombre de jours	% du nombre de manif.	% du nombre de jours de manif.	Nombre de manif.	Nombre de jours	% du nombre de manif.	% du nombre de jours de manif.
Sports	354	700	10	12.20	311	596	6.80	8.30
Soirées/fêtes/repas de soutien	154	176	4.30	3.10	306	329	6.70	4.60
Manifestations sur le domaine public et assimilé	801	1540	22.50	26.70	986	2098	21.60	29.40
Bienfaisance/utilité publique	495	569	13.90	9.90	709	774	15.50	10.80
Spectacles/concerts	324	616	9.10	10.70	648	915	14.10	12.80
Conférences	218	296	6.15	5.10	297	366	6.50	5.10
Expositions	69	454	1.95	7.90	69	382	1.50	5.40
Stands d'information/récoltes de signatures	742	757	20.90	13.20	759	787	16.60	11.00
Centres socioculturels	86	256	2.40	4.40	82	270	1.80	3.80
Manifestations diverses	311	392	8.80	6.80	407	629	8.90	8.80
Total	3'554	5'756	100%	100%	4'574	7'146	100%	100%

En 2022, 403 permis temporaires pour la vente de boissons alcooliques à consommer sur place lors de manifestations ont été délivrés aux différents organisateurs (221 en 2021).

Au vu de la levée des restrictions sanitaires liées au Covid-19, dès le 17 février les activités du secteur des manifestations ont repris massivement (nombre d'autorisations ≥ de 25%).

Marchés

	Nombre d'autorisations annuelles au 31 décembre		
	2021	2022	
Maraîchers (y compris fleurs)	68	64	
Charcutiers		13	
Epiciers	43	35	
Fromagers	14	13	
Boulangers		13	
Poissonniers	1	1	
Etalagistes (brocante, vêtements, etc.)	102	100	
Artisans	29	37	

Parallèlement aux 276 titulaires d'une autorisation annuelle au 31 décembre, 1'134 autorisations ont été délivrées en 2022 pour des participations journalières aux différents marchés. Ces autorisations permettent de participer à un nombre défini de marchés, pour la majorité à six reprises.

Activité et contrôles (bureau des manifestations et des marchés)

La rue Centrale a accueilli une majorité de participants journaliers et devient un lieu d'importance pour le marché.

Un projet de vente de mets à l'emporter (food trucks) a été mis en place à la place Bel-Air pour animer la zone fermée à la circulation en raison des travaux de rénovation du Grand-Pont. Ce projet a ensuite été déplacé sur la terrasse Jean-Monnet et sera poursuivi à cet endroit en 2023.

Impôt sur les divertissements

Encaissement net (en CHF)	2021	2022
Cinémas	873'702.35	1'354'899.55
Dancings	460'199.40	856'759.20
Cafés-restaurants	15'930.25	18'147.00
Spectacles	842'445.25	2'085'059.00
Sports	75'304.10	96'551.55
Divers	1'040'648.25	1'379'211.15
Total	3'308'229.60	5'790'587.45

Après la crise sanitaire, les principales catégories soumises à l'impôt sur les divertissements ont enregistré une hausse d'activité encourageante et atteint durant l'exercice 2022 un niveau légèrement inférieur à la situation avant pandémie (2019 = CHF 5'948'186.- d'impôt sur les divertissements).

Taxes de séjour

En 2021, les communes de l'Entente intercommunale de la taxe de séjour ont toutes approuvé le projet de modification du règlement intercommunal sur la taxe de séjour. Pour la commune de Lausanne, ces modifications ont fait l'objet du préavis N° 2021/14 du 11 février 2021 dont les conclusions ont été adoptées par le Conseil communal le 8 juin 2021. Ces nouvelles dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2022, avec cependant un report au 1^{er} janvier 2024 concernant l'augmentation de la taxe de séjour sur les nuitées hôtelières.

Au 31 décembre 2022, les municipalités des communes membres de l'Entente sont au nombre de neuf, soit Bussigny, Chavannes-près-Renens, Crissier, Ecublens, Lausanne, Lutry, Pully, Romanel-sur-Lausanne et Saint-Sulpice.

Taxes communales (en CHF)	2021	2022
Catégories 1 à 5*	1'999'183.75	2'950'035.20
Catégorie 6 (pensionnats – instituts)	271'080.50	226'662.00
Catégorie 7 (appartements, villas, studios, chambres)	876'172.20	815'085.72
Total	3'146'436.45	3'991'782.92

^{*} Catégories 1 à 5 = hôtels (répartis entre les catégories 1 à 5, selon le nombre d'étoiles ou sans étoile), auberges de jeunesse et assimilés, beds & breakfast, chambres d'hôtes, gîtes ruraux, hébergements et campings

Le produit net de cette taxe est réparti à raison de 50% à l'Association Lausanne Tourisme et à raison de 50% au Fonds d'encouragement pour l'équipement touristique de la région lausannoise (FERL).

PortsAu 31 décembre 2022, les ports de petite batellerie d'Ouchy et de Vidy comptent le nombre de places suivant:

Places/Amarrages	Vidy	Ouchy	Vieux-Port d'Ouchy	Total
2.50	368	374	_	742
2.75	250	122		372
3.00	52	18		70
3.50	43	73		116
4.25	9	26	_	35
Places visiteur-euse-s	22	8	16	46
Bouées	*9	_	26	35
Places à terre	183	124		307
Total	936	745	42	1′723

^{*} dont cinq bouées de marquage pour les clubs nautiques et d'aviron

Parmi les places d'amarrage et à terre, 1'205 sont attribuées à des Lausannoises et Lausannois (dont 45 personnes morales, associations, clubs nautiques, etc.) et 470 à des personnes dites hors Lausanne, soit celles qui, ayant obtenu leur amarrage lorsqu'elles étaient domiciliées à Lausanne, ont ensuite quitté la commune. Dix places sont utilisées par les bateaux techniques ou de sécurité.

1'645 nuitées (1'799 en 2021) ont été enregistrées sur les 46 places prévues pour les visiteuses et visiteurs.

Autorisations délivrées	2021	2022
Cabines/Vidy	22	18
Places à l'eau	53	70
Places à terre	12	11
Total	87	99

Demandes non satisfaites (liste d'attente au 31 décembre) Personnes domiciliées à Lausanne	2021	2022
Places à l'eau	581	636
Places à terre	20	23
Recettes globales	2020 (en CHF)	2021 (en CHF)
Places d'amarrage et places à terre, pontons, plans d'eau, matériel	1'594'013.05	1'616'440.40
Locations (cabines, locaux divers)	75'822.60	78'865.15
Engins de levage	9'735.30	8'391.40
Total	1'679'570.95	1'703'696.95

Office des prestations funéraires lausannois (OPFL)

L'activité de l'Office a été conditionnée par un recul du nombre de crémations, alors que le nombre de décès dans le canton de Vaud a augmenté (6'016 en 2022 contre 5'668 en 2021). Cette réduction concerne essentiellement les personnes qui n'étaient pas de Lausanne. Elle s'explique par l'ouverture en août 2022 d'un crématoire privé à Aigle et par un report des incinérations sur le crématoire de Neuchâtel pour les défunts du Nord vaudois.

Décès enregistrés

	Personnes domiciliées à Lausanne	Personnes domiciliées hors Lausanne	Total
Inhumations	141	81	222
Crémations	781	2'965	3'746
Transferts hors Lausanne	84	460	544
Corps légués aux instituts d'anatomie*	6	32	38
Corps en attente	=	4	4
Total des décès enregistrés	1'012	3'542	4'554
Personnes domiciliées à Lausanne, décédées à Lausanne			851
Personnes domiciliées à Lausanne, décédées hors Lausanne			161
Personnes domiciliées hors Lausanne, décédées à Lausanne			885
Personnes domiciliées hors Lausanne, décédées hors Lausanne			2'657
Total des décès enregistrés			4'554

^{*} Département des neurosciences fondamentales (DNF)

Les crémations représentent le 82% de la totalité des dossiers enregistrés.

Cimetières lausannois

Emplacements occupés au 31.12.2022	Bois-de-Vaux	Montoie	Vers-chez-les- Blanc	Montheron	Total général des cimetières lausannois
Tombes à la ligne corps adultes	8'143		168	27	8'338
Tombes à la ligne petits enfants	625	_	3	_	628
Tombes à la ligne grands enfants	75	_	_	_	75
Tombes à la ligne cinéraires	1'259	2'647	104	14	4'024
Tombes à la ligne cinéraires (dalles)	863	1'614	_	_	2'477
Tombes à la ligne cinéraires enfants	6	_		_	6
Petites concessions corps	2′953		20	_	2'973
Grandes concessions corps	582		_	_	582
Grandes concessions corps sylvestres	27			_	27
Petites concessions cinéraires	377	410	10	_	797
Petites concessions cinéraires (dalles)	10	_			10
Grandes concessions cinéraires	136	124		_	260
Niches en columbariums (petites)	793	281	_	_	1'074
Niches en columbariums (grandes)	40	15			55
Caveau collectif pour cendres		2	1	_	4
Total	15'890	5'093	306	41	21'330

Etat des emplacements concessionnés et niches (au 31 décembre)

Cimetière du Bois-de-Vaux	libres	loués	non attribuables (selon état du terrain)	réservés	total
Petites concessions corps	814	2'953	618	8	4'393
Grandes concessions corps	126	395	108	2	631
Grandes concessions corps (sp)	22	187	15	4	228
Grandes concessions corps sylvestres	_	27	48	_	75
Petites concessions cinéraires	402	377	48	_	827
Petites concessions cinéraires dalles	78	10	31	_	119
Grandes concessions cinéraires	106	136	33	_	275
Niches en columbariums (petites)	618	793	1	6	1'418
Niches en columbariums (grandes)		40	_	_	40
Total	2'166	4'918	902	20	8'006
Cimetière de Montoie	libres	loués	non attribuables (selon état du terrain)	réservés	total
Petites concessions cinéraires	91	410	3	_	504
Grandes concessions cinéraires	108	124		_	232
Niches en columbariums (petites)	606	281		1	888
Niches en columbariums (grandes)	33	15		_	48
Total	838	830	3	1	1'672
Cimetière de Vers-chez-les-Blanc	libres	loués	non attribuables (selon état du terrain)	réservés	total
Petites concessions pour corps		20	2	1	42

Durant l'année sous revue, il a été vendu 3'033 abonnements d'arrosage et 10'161 ordres de plantation.

30

2

29

Pompes funèbres officielles – activités réalisées du 1er janvier au 31 mars 2022*

Nature de l'intervention	Pendant les heures		Hors des heures + week-end	Total	
Police		8	11		19
Ambulance		_	1		1
Conventions (avant 31.7.2018)		23	11		34
Indigents		9			9
Total		84	77		161

^{*} A la suite de la mise en œuvre de la nouvelle Centrale vaudoise de police (CVP), le service de piquet a été supprimé à compter du 1er avril

Au 31 décembre, le nombre de conventions d'obsèques futures s'élève à 811 (929 en 2021). Cette diminution s'explique par l'exécution de 95 conventions et 23 demandes de remboursement.

Centre funéraire de Montoie

Les cendres de 543 personnes incinérées ont été versées dans les caveaux collectifs du Jardin du Souvenir (518 en 2021), dont 498 l'ont été en présence de la famille, soit 91.7% des cas (485 en 2021, soit 94%).

Le nombre des cérémonies funèbres célébrées au Centre funéraire montre une légère hausse (1'072 en 2022 contre 1'012 en 2021). Le nombre de dépôts de corps dans les chambres mortuaires connaît également une légère hausse (1'456 en 2022 contre 1'433 en 2021).

L'espace confessionnel musulman, qui a ouvert le 1^{er} avril 2016 et peut accueillir environ 350 tombes, compte, au 31 décembre, 130 sépultures.

Convois funèbres

Total

Le nombre de convois funèbres s'élève à 655 dont 40 ont été réalisés par les Pompes funèbres officielles, en tant que concessionnaire communal. Ces 40 convois ont été à la charge de la Commune, conformément à la législation cantonale.

62

Service de l'eau (EAU)

Principales missions du service

- approvisionner en eau potable Lausanne et 19 communes alimentées au détail, ainsi que 35 communes ou associations intercommunales alimentées en gros, ce qui représente au total un bassin de population d'environ 380'000 habitantes et habitants. L'infrastructure exploitée pour l'alimentation en eau potable comprend quatre usines de traitement, plus de 100 captages, 20 stations de pompage, 947 kilomètres de réseau et plus de 22'000 compteurs. Le système et piloté informatiquement par un système de supervision et de gestion automatique;
- entretenir et exploiter le réseau d'évacuation des eaux claires et usées sur le territoire lausannois. Le système d'évacuation comprend 365 km de collecteurs, 68 km de rivières, 30 km de ruisseaux sans nom et 20 stations de pompage, de relevage et déversoirs d'orage;
- exploiter la STEP de Vidy et épurer l'eau de Lausanne et de 15 communes environnantes. Cette exploitation se fait sur mandat d'EPURA S.A., propriétaire des installations et qui gère le projet de modernisation et de renouvellement de la chaîne de traitement;
- contrôler la qualité de l'eau par un laboratoire accrédité qui effectue la majeure partie des analyses physico-chimiques, microbiologiques et de micropolluants sur l'eau potable et les eaux usées;
- contrôler les installations privées d'alimentation en eau potable et d'évacuation (postes de mesure, séparateurs à graisses, séparateurs à hydrocarbures, dépotoirs, bassins de rétention, infiltration des eaux, etc.);
- coordonner les projets de renaturation, d'aménagement ou d'amélioration de la qualité des cours d'eau, identifier les pollutions et les prévenir, sensibiliser la population et les différentes actrices et acteurs à la préservation de l'eau en tant que milieu naturel et ressource.

Effectif du personnel

Plan des postes

	31 décembre 2021		31 décembre 2022		
Unité administrative	ept alloués	ept affectés	ept alloués	ept affectés	
Clients et ressources	22.20	21.50	23.20	23.60	
Contrôle de l'eau	12.90	11.70	13.40	11.30	
Direction (EAU)	10.40	11.00	10.30	10.00	
Etudes et constructions	19.30	15.20	19.30	17.10	
Production & Epuration	69.00	66.40	69.50	67.40	
Réseaux & Ingénierie	75.90	72.90	78.10	73.10	
STEPACT	8.00	7.90	9.00	9.00	
Total service	217.70	206.60	222.80	211.50	

Variation en ept alloués

Unité administrative	du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022
Total service	5.10

Personnel fixe (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	31 décembre 2021		31 décembre 2022		
Unité administrative	nb	ept	nb	ept	
Clients et ressources	23	21.50	25	23.60	
Contrôle de l'eau	13	11.70	13	11.30	
Direction (EAU)	14	11.00	13	10.00	
Etudes et constructions	16	15.20	18	17.10	
Production & Epuration	68	66.40	69	67.40	
Réseaux & Ingénierie	74	72.90	74	73.10	
STEPACT	8	7.90	9	9.00	
Total service	216	206.60	221	211.50	

Note: les ept ont été volontairement arrondis à 2 décimales

Apprenties et apprentis

	31 décembre 2021	31 décembre 2022
Unité administrative	nb	nb
Contrôle de l'eau	3	3
Total service	3	3

Mouvements du personnel, mobilité (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

	mouvements 2022			
Nombre de mouvement(s)	fin(s) d'emploi	embauche(s)		
	14	4 19		
Nombre de transfert(s)	sortant(s)	entrant(s)		
		- <u>-</u>		
Total service		4 19		

Motifs des fins d'emploi (sans apprenti·e·s ni aspirant·e·s)

Art.8 (résiliation nom. prov.)	_
Convention de départ	
Décès	-
Démission	5
Départ à la retraite	4
Fin de contrat	1
Licenciement juste motif ordinaire	
Licenciement suppression poste	
Licenciement fin droit trait. 2 mois	_
Licenciement fin droit trait. 24 mois	3
Licenciement juste motif immédiat	_
Licenciement invalidité totale	
Total service	14

Auxiliaires

	31 décembre 2021	31 décembre 2021		31 décembre 2022	
	nombre de contrats	ept	nombre de contrats	ept	
Auxiliaires payé·e·s à l'heure	6	0.66	6	1.08	
Auxiliaires mensualisé·e·s	42	19.96	39	21.23	
Auxiliaires payé·e·s au forfait	2	*	1	*	
Total service	50	20.62	46	22.31	

^{*} information indéterminée car à la tâche

Direction

Ressources humaines (RH)

Le service a concouru au prix RH numérique, prix récompensant une initiative innovante dans le domaine des RH. Il a eu l'honneur de décrocher la première place dans la catégorie >400 employées et employés.

ISO 9001 – Systèmes de management de la qualité

L'audit de surveillance de deuxième année de la norme 9001 a eu lieu les 8 et 9 novembre. Il a été passé avec succès avec une déviation mineure concernant la traçabilité des contrôles d'appareils de mesure qui sera corrigée dans le courant de 2023.

ISO 14001 - Management environnemental

L'audit de surveillance lié aux aspects environnementaux a été passé en même temps que l'audit ISO 9001, avec succès, sans déviation.

ISO 220000 - Management de la sécurité des denrées alimentaires

Cette certification couvre l'ensemble de la filière eau potable du service. Elle garantit un excellent niveau de maîtrise des risques compromettant la qualité du produit en tant que denrée alimentaire. L'audit de surveillance de deuxième année s'est déroulé avec succès les 5 et 6 décembre. L'auditeur a relevé trois déviations mineures portant sur le suivi de la date de péremption des produits potentiellement en contact avec l'eau potable, le respect des échéances pour le contrôle des mallettes de mesure du chlore résiduel et la sensibilisation du personnel pour l'utilisation de la dernière version d'un document ISO.

Santé et sécurité

Statistique des accidents professionnels

On déplore 21 accidents professionnels (AP) au sein du service (20 en 2021 ; 15 en 2020). Il y a eu 11 accidents professionnels bagatelles (0 jour d'absence) et 10 accidents professionnels (plus de 3 jours d'absence) qui ont engendré 71 jours d'absence (101 jours en 2021).

Parmi ceux-ci, 1 AP a engendré 34 jours d'arrêt de travail. Les 9 autres ont engendré 37 jours d'arrêt de travail soit en moyenne 4.1 jours d'arrêt de travail par accident.

Statistique des accidents non professionnels

Il y a eu 39 accidents non professionnels (ANP) (33 en 2021). 11 ANP ont entraîné 235 jours d'absence (252 en 2021), notamment 2 ANP ayant entraîné 76 jours (respectivement 48 et 28 jours) d'arrêt de travail et 2 ANP ayant entraîné 64 jours (respectivement 48 et 16 jours) d'arrêt de travail. Les 7 autres ANP totalisent 95 jours d'arrêt de travail soit en moyenne 13 jours d'arrêt de travail par accident.

Formations Santé et sécurité au travail (SST)

70 formations SST ont été organisées par le responsable sécurité du service. Au total 329 personnes les ont suivies.

Etat d'avancement des projets sécurité

- Nouvelle STEP: en collaboration avec l'ingénieur sécurité de la Ville, les analyses de risques sur les nouveaux ouvrages et bâtiments commencées en 2019 se sont poursuivies tout au long de l'année 2022. Une documentation ISO sous forme de procédures a été créée pour former et guider les collaborateurs dans leurs interventions. Ce travail se poursuivra en 2023. A cela s'ajoute une démarche d'analyse de risques au niveau de la conception du projet LI3 (nouveau four d'incinération), le but étant de prendre connaissance des dangers induits par les futures installations;
- Analyse de risques: la direction du Service de l'eau a adopté une méthodologie d'analyse des risques commune aux trois référentiels

(sécurité, sécurité alimentaire et environnement). Les analyses à faire ont été identifiées par division puis planifiées pour 2022 et 2023.

Environnement

Le bilan CO₂ du cycle de l'eau (de la production d'eau potable à l'épuration) a fait l'objet d'une révision méthodologique en collaboration avec l'Unité climat. Cela permettra un suivi plus précis des émissions de CO₂ avec des hypothèses bien décrites et validées afin de mettre en œuvre une stratégie de réduction ou de compensation.

Communication

Après deux ans de quasi-interruption, le service a pu organiser ou participer à des manifestations (Journée mondiale de l'eau, Miam Festival, Passeport vacances, etc.). Cette année le Service de l'eau s'est joint au Service des parcs et domaines pour célébrer la journée mondiale de l'eau en même temps que la Fête de la forêt à Sauvabelin le 26 mars. La Journée oser tous les métiers (JOM) a eu lieu le 10 novembre avec la participation de 14 enfants qui ont visité l'usine de Bret.

L'information sur la qualité de l'eau en 2021 a été distribuée sous forme de tout-ménage à la population lausannoise et des 19 communes alimentées au détail. Le rapport annuel a été adressé aux partenaires. Durant l'été, une campagne d'affichage intitulée «Le lac n'est pas une poubelle» a sensibilisé la population à faire attention aux déchets qui peuvent terminer leur vie dans le lac.

L'organisation des visites des sites du service a été reprise à l'interne par l'engagement d'un responsable des visites. Ces dernières ont connu un énorme succès avec la réouverture de la STEP (nouveau parcours) aux classes lausannoises et également aux classes des communes de la CISTEP (Entente intercommunale des 16 communes envoyant leurs eaux à la STEP de Vidy). Le Grand Conseil vaudois a fait sa sortie quinquennale à la STEP le 12 avril. Une centaine de personnes ont ainsi pu visiter les nouveaux bâtiments.

Les visites des trois usines ouvertes aux écoles et au public (ainsi qu'aux spécialistes pour la STEP) se répartissent comme suit:

- Bret: 45 groupes, soit 893 personnes;
- STEP: 63 groupes, soit 1'233 personnes;
- Lutry: 20 groupes, soit 390 personnes.

Animations en classes:

- les bons tuyaux de M^{me} Opropre: 77 classes;
- du nuage à la STEP: 10 classes.

A cela il faut encore ajouter les visites du chantier de la STEP assurées par l'équipe STEPAct qui ont concerné 22 groupes (299 personnes) et celles relatives au réseau d'évacuation et à ses ouvrages particuliers, soit deux visites pour les étudiantes et étudiants des hautes écoles (UNIL 40, EPFL 25).

Solidarité internationale eau

En début d'année un avenant a été signé pour augmenter la durée du *Projet Communautaire* pour l'Accès à l'Eau et l'Assainissement phase 2 (PCAEA2) à Nouakchott qui avait débuté le 1^{er} septembre 2019. Cet avenant avait également pour but de terminer et restituer l'auto-évaluation, de finaliser le document du nouveau projet *Projet Communautaire pour l'Accès à l'Eau et l'Assainissement phase 3 (PCAEA3)* et de préparer une convention multipartite en incluant tous les nouveaux partenaires. Le projet PCAEA2 a pu être clôturé en juin avec plus de 110'000 bénéficiaires et de nombreuses réalisations, notamment 145 km de réseau posés, 3'150 raccordements au réseau d'eau et 2 bornes fontaines.

Le Forum mondial de l'eau à Dakar s'est tenu du 21 au 26 mars 2022. La Ville de Lausanne, via son Service de l'eau, y était représentée pour parler du partenariat qu'elle mène avec la Région de Nouakchott depuis 2009. Toute l'équipe mauritanienne en charge du projet sur le terrain y a également pris part. Le chef du Service de l'eau et le directeur des Etudes et Projets à la Région de Nouakchott ont partagé la solide expérience de ce partenariat public-public lors de plusieurs sessions.

La Région de Nouakchott, la Ville de Lausanne et l'Association Internationale des Maires Francophones ont signé le 30 juin à Abidjan la convention de partenariat du PCAEA3. Les communes suisses citées ci-après accompagnent le Service de l'eau dans cette nouvelle phase, de même que de nouveaux partenaires français, tels la Ville de Bordeaux et l'Eurométropole de Metz. D'un montant de plus de trois millions d'euros, ce projet permettra de déployer de nouvelles actions dans le quartier de Toujounine durant trois ans.

43 communes et associations de communes sont associées au fonds *Solidarité Internationale Eau*: Attalens, Bournens (dès 2022), Boussens, Bussigny (dès 2022), Chavannes-près-Renens, Cheseaux-sur-Lausanne, Cossonay, Crissier, Cuarnens, Denges, Echandens, Ecublens, Epalinges, Estavayer-le-Lac, Etagnières, Hautemorges (dès 2022), Jussy, Jouxtens-Mézery, La Chaux, Lausanne, Le Mont-sur-Lausanne, Lonay, Lutry, Martigny – Sinergy, Moiry, Montricher, Morges, Nyon, Paudex, Pomy, Préverenges, Prilly, Pully, Renens, Romanel-sur-Lausanne, Romanel-sur-Morges, Saint-Sulpice, Villaz, ainsi que les associations suivantes: l'association intercommunale des eaux du Boiron (AIEB), l'association intercommunale La Menthue, la SAGEP (dès 2021), la SAGENOR (dès 2022) et la Compagnie des eaux Worben.

Clients et ressources

Les volumes d'eau livrés à la clientèle alimentée au détail, c'est-à-dire mesurés aux compteurs d'eau des bâtiments, ont été de 22'393'783 m³ (-5% par rapport à 2021), soit 12'441'237 m³ sur le territoire lausannois (56%) et 9'952'546 m³ (44%) sur les autres communes. La diminution des volumes vendus est liée au retour à une année standard dans le rythme des relevés des compteurs compensée en partie par les nouvelles ventes au détail réalisées sur la commune de Bussigny.

Pour les communes alimentées en gros, le volume facturé a augmenté par rapport à 2021 pour s'élever à 6'265'869 m³ (+17%). Cette augmentation ne tient pas compte des ventes d'eau à Bussigny, qui est passée du statut de commune alimentée en gros à celui de commune alimentée au détail le 1^{er} janvier 2022. Si l'on avait compté les ventes d'eau à Bussigny (env. 640'000 m³), l'augmentation aurait été de 28%. La sécheresse estivale explique cette forte augmentation des consommations, certaines communes ayant vu leurs ressources propres diminuer fortement.

Les volumes d'eau taxés pour l'évacuation et l'épuration sur le territoire lausannois ont été de 12'133'190 m³ (-0.3% par rapport à 2021).

L'activité de taxation unique des volumes et des points de puisages des bâtiments transformés ou nouvellement raccordés a généré des recettes de CHF 4'591'212.- pour l'eau potable. Les 42% ont été prélevés sur les territoires des communes alimentées au détail, hors Lausanne.

Les taxes uniques en lien avec l'évacuation de l'eau sont en baisse de 15% à CHF 1'808'603.-. Cette baisse s'explique principalement par des rabais octroyés en lien avec la gestion des eaux de pluie.

Suivi des communes

La reprise de la responsabilité de la distribution de l'eau sur le territoire de Bussigny a été effectuée comme prévu au 1^{er} janvier. Plusieurs propriétaires sont impactés par l'eau colorée dans leurs installations et le processus de purge a également été mis en place pour cette commune.

En début d'été, une séance d'information a été organisée pour les régies immobilières et les communes de Cheseaux, Etagnières, Boussens et Bussigny afin de leur expliquer les mesures prises envers les propriétaires touchés par l'eau colorée et le projet du service de modifier l'équilibre calco-carbonique de l'eau du lac. Une enquête auprès des propriétaires a également été lancée afin d'avoir une meilleure appréciation de la situation.

Les communes traversées par les conduites d'amenée du Pont-de-Pierre et du Pays-d'Enhaut ont été informées du projet de remplacement de ces deux adductions. Chaque commune a été rencontrée pour établir l'inventaire de ses besoins sur le long terme.

Postes de mesure

Avec la reprise du réseau de Bussigny, le parc des compteurs passe à un total de 24'128, dont plus de la moitié a un diamètre de 20 mm. Au total, 1'671 compteurs neufs ont été posés, dont 582 redimensionnés (diminution du diamètre). Une partie des échanges a été effectuée par

l'équipe Compteurs (901). Durant quatre mois, l'équipe a été renforcée par un collaborateur des Services industriels de Lutry dans le cadre du partenariat existant.

Raccordements en eau potable et évacuation des eaux des biens-fonds

327 affaires Goéland *Raccordements* ont été ouvertes en 2022, à la suite de parutions de mises à l'enquête publique ou de réception d'annonces de travaux, soit une diminution de 11% par rapport à l'année 2021, mais similaire à 2020. Le nombre d'affaires Goéland *Branchements* est resté stable par rapport à l'année 2021 avec quelque 500 affaires ouvertes.

Les inspectrices et inspecteurs chargés des dossiers d'évacuation des eaux ont traité 568 demandes de permis de construire et réalisé 198 vérifications finales de travaux. 43 séparateurs à graisse ont été contrôlés en sus.

185 biens-fonds privés et 68 parcelles publiques ont été mis en séparatif ou ont vu leur séparatif être confirmé, représentant une surface totale de 33 hectares.

La gestion des eaux pluviales, les mises en séparatif et les contrôles des parcelles ont permis de réduire de plus de 70 hectares la surface imputable selon la clé de répartition CISTEP, soit une diminution d'environ 5% par rapport à 2021.

En 2022, l'inspectrice chargée du contrôle de l'évacuation des eaux des chantiers a réalisé 53 contrôles sur 30 chantiers.

Contrôle de l'eau

Le laboratoire a poursuivi ses contrôles systématiques de l'eau:

- dans les réseaux d'eau potable pour s'assurer qu'elle ne contient ni substances toxiques, ni germes pathogènes, ni substances gênantes (sans risque pour la santé mais qui peuvent provoquer des goûts, une odeur ou une coloration désagréables);
- à la station d'épuration des eaux usées (STEP de Vidy) pour garantir le bon fonctionnement de la chaîne de traitement;
- sur les plages et dans les piscines lausannoises;
- 3'411 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 34'401 paramètres analysés de type physico-chimique (y compris les micropolluants) et microbiologique pour le domaine de l'eau potable;
- 373 échantillons ont été prélevés pour les cours d'eau et ont donné lieu à 21'816 paramètres analysés;
- 351 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 2'567 paramètres analysés pour l'exploitation et pour le projet de reconstruction de la STEP;
- 394 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 2'129 paramètres analysés pour les plages et les piscines de Lausanne.

Les résultats des analyses de l'eau potable remplissent les conditions de qualité exigées par la loi sur les denrées alimentaires. Quatre non-conformités physico-chimiques et huit non-conformités microbiologiques mineures, c'est-à-dire sans risque pour la santé, ont été constatées. Les actions adéquates ont été mises en place immédiatement.

En plus des contrôles de l'eau sur le réseau du Service de l'eau, de nombreux mandats d'analyses ont été réalisés pour 61 autres distributeurs d'eau du canton de Vaud (représentant environ 160 communes) afin de réaliser des prestations d'analyse et de conseil (autocontrôle analytique):

- 4'338 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 43'320 paramètres analysés dans le cadre des mandats pour les communes (clientèle externe);
- 183 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 759 paramètres analysés pour la clientèle abonnée des communes au détail et en gros;
- 1'590 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 21'999 paramètres analysés pour divers projets au sein du service (clientèle interne);
- 69 échantillons ont été prélevés et ont donné lieu à 844 paramètres analysés pour les achats d'eau.

Dans le domaine de l'eau, les micropolluants sont malheureusement en perpétuelle évolution. Chaque année de nouveaux paramètres doivent être analysés. Cette année, le laboratoire du service a développé plusieurs autres méthodes d'analyse (des composés perfluorés (PFC), l'acide trifluoroacétique (TFA) et l'Indice hydrocarbure C10-C40 (spécifique aux pollutions par les hydrocarbures)) qui viennent s'ajouter aux autres paramètres micropolluants déjà analysés (245 paramètres micropolluants analysables au sein du laboratoire).

Durant l'année, le laboratoire a développé une méthode alternative plus rapide pour dénombrer une bactérie pathogène dans l'eau (détection des entérocoques en 24h au lieu de 48h). Par ailleurs, il a continué ses différents essais sur la biologie moléculaire (PCR): ainsi l'analyse des légionnelles est devenue une analyse de routine avec cette nouvelle technique. Cette dernière a été aussi utilisée pour rechercher une bactérie propre à la flore intestinale humaine (gène HF183), qui permet de détecter les mauvais raccordements d'eaux usées dans le réseau lausannois.

Qualité des cours d'eau

Le suivi de la qualité des cours d'eau lausannois, commencé en 2019, s'est poursuivi en 2022 sur 18 stations chimiques et 10 stations biologiques.

La méthode novatrice de priorisation des pollutions dans les exutoires d'eaux claires, établie en 2020, a été appliquée sur l'ensemble d'un tronçon cible en amont de la Vuachère. Entre la source et l'arrivée de la galerie de déviation du Flon, tous les rejets susceptibles de déverser des eaux usées ont été inspectés. 14 exutoires d'eaux claires sur les 80 rejets ont été identifiés comme point de déversement d'eaux usées par temps sec dans le cours d'eau.

Etudes et constructions

Préavis N° 2020/23 «Remplacement des modules d'ultrafiltration de l'usine de Lutry» 168 modules d'ultrafiltration ont été remplacés et mis en service. Un appel d'offres pour le remplacement des préfiltres a été lancé.

Préavis N° 2018/48 «Réfection de l'usine de Saint-Sulpice»

L'étude d'ouvrage (phase SIA 32) de la future usine d'eau potable a été finalisée en utilisant la méthode Building Information Modeling (BIM) avec rendu d'une maquette numérique 3D.

Préavis N° 2022/09 «Construction de la nouvelle usine de production d'eau potable «Saint-Sulpice II» – Demande de crédit complémentaire au préavis N° 2018/48»

Suite à l'augmentation prévisible des coûts de construction de la nouvelle usine, un préavis complémentaire a été présenté au Conseil communal afin de poursuivre les études et d'obtenir des coûts de construction plus précis. Des appels d'offres pour les principaux lots de gros œuvre ont ainsi été lancés.

Préavis N° 2019/54 «Diagnostic des ouvrages d'eaux usées du réseau Lausannois» Le diagnostic du dessableur de la Vuachère a été effectué.

Préavis N° 2019/55 «Réservoir et station de pompage de Montalègre»

Le projet d'ouvrage (phase SIA 32) a été finalisé selon la méthode BIM avec rendu d'une maquette numérique 3D. La dalle de couverture de la cuve n° 2 a été renforcée et les travaux préparatoires dans le chemin de Bellevue effectués. Des appels d'offres pour les travaux de démolition et de reconstruction de la cuve n° 1 et de la station de pompage ont été lancés.

Préavis N° 2020/22 «Essais d'élimination du chlorothalonil et de ses métabolites»
Les essais sur six pilotes de traitement situés dans les réservoirs de l'Orme et de Châtaignier ont validé la possibilité de traiter les métabolites du chlorothalonil par adsorption sur charbon actif en grain ou rétention sur membranes de nanofiltration ou d'osmose inverse basse pression.

Rivière et Ouvrages Visitables (ROV)

Le bassin versant de la Vuachère a fait l'objet de recherches de pollutions du réseau d'évacuation des eaux claires suite à la détection de nombreux points de rejets pollués dans le cours d'eau.

Une inspection et un diagnostic des principales galeries d'amenée des eaux du Pays-d'Enhaut ont été effectués.

Entretien des immeubles d'exploitation du service

Parmi les nombreux travaux réalisés (curage, réfection de maçonnerie, élagage, etc.) durant l'année, les objets suivants sont mis en évidence:

- travaux de renforcement et d'amélioration de l'étanchéité de plusieurs bassins de traitement à l'usine de Bret; travaux d'étanchéité et de réfection de la façade de la station de pompage de Grangette;
- travaux de création d'une porte étanche en fond de cuve au réservoir de Chailly 1900 pour mise en conformité selon les directives de la Société Suisse de l'Industrie du Gaz et des Eaux (SSIGE);
- travaux d'assainissement de la chambre de Gleyrette donnant accès à l'une des galeries du Pays-d'Enhaut.

Etude moules Quagga

Les études visant à développer des moyens de lutte contre la prolifération des moules Quagga se sont poursuivies, de même que la campagne de prélèvements pour assurer le suivi de la présence de moules dans les systèmes de prélèvement d'eau du Léman.

Hydraulique urbaine

En complément des tâches habituelles d'entretien et d'exploitation, il est à noter, cette année encore, de nombreuses interventions curatives en raison du vieillissement des ouvrages.

L'inspection et le curage du collecteur en charge entre le dessableur de la Vuachère et le giratoire de la Maladière situé sous le quai d'Ouchy et l'avenue de Rhodanie (3.3 km de longueur) ont impliqué sa mise hors service provisoire ainsi qu'une occupation partielle de la chaussée. Cela a nécessité une préparation importante avec les TL, la Police et le Canton, ainsi que le déversement d'eaux usées prétraitées dans le lac pendant 21 jours.

Réseaux et ingénierie

Parmi les nombreux chantiers réalisés, les plus marquants sont:

- les travaux liés aux axes forts (tram + BHNS) qui ont fortement impacté, toute l'année, les équipes de pose de conduites en raison de l'ouverture de six fronts d'attaque entre Lausanne et Renens, certains simultanément;
- le renouvellement des conduites du Pont-de-Pierre et du Pays-d'Enhaut dans le vallon de la Veveyse au lieu-dit Pont de Fenil avec la pose des conduites sur les deux versants. Le franchissement se terminera en 2023;
- la participation et le soutien aux études engagées sur les grands projets de l'agglomération lausannoise (Léman 2030, Pôle Gare, m3, Métamorphose);
- la reconstruction d'un réseau d'évacuation en falaise pour la mise en séparatif d'un quartier dans le secteur Boissonnet, et remplacement d'une conduite d'eau potable;
- l'équipement dans le cadre de nouveaux plans de quartier sur les communes périphériques.

Réseau de distribution d'eau potable

71 chantiers ont été réalisés en 2022, correspondant à un total de 20'539 m de conduites principales traités, soit:

- 15'605 m remplacés;
- 4'934 m d'extension.

ainsi que:

- 958 m de branchements communs remplacés;
- 555 m d'extension de branchements communs;
- 231 m de renouvellement par tubage de branchements privés sur le domaine public et de branchements communs.

Le suivi systématique des enquêtes publiques a impliqué le traitement de 477 dossiers sur le territoire lausannois et de 1'157 dossiers hors Lausanne. Ce travail a permis d'identifier deux conflits importants et de formuler des oppositions, suivies de négociations avec les maîtres d'œuvre ou leurs représentants afin de préserver le réseau d'eau potable.

Le service est intervenu sur 44 manifestations pour la pose de compteurs, robinets, fontaines ou raccordements.

Interventions d'urgence

Le service de piquet est en charge des interventions en dehors des heures de bureau sur le réseau de distribution, le réseau d'évacuation et en cas de pollutions du milieu naturel. Il a été appelé à 279 reprises. Dans 148 cas, il s'agissait d'une intervention à réaliser dans l'urgence, à la suite d'une fuite ou d'une rupture, 47 appels concernaient des problèmes signalés au niveau de bornes hydrantes, 3 des mises hors service/remises en service pour travaux dans des immeubles en dehors des heures de travail, 4 des problèmes de qualité de l'eau, 67 des problèmes divers (robinets bouchés, baisse de pression dans l'immeuble, bruit d'eau, etc.), 1 by-pass provisoire et 9 des dysfonctionnements en lien avec l'évacuation des eaux.

Le nombre de défaillances sur le réseau de transport et de distribution a atteint 141 cas. Cette valeur est en dessus du point d'attention fixé à 100 en 2010, et représente une augmentation de 44% des cas sur une année. La tendance à la hausse constatée depuis plusieurs années est sans doute la conséquence de la sécheresse estivale et d'un vieillissement du réseau d'eau potable.

Ecoute de réseau

L'auscultation de 14 zones de pression, totalisant 450 km de conduites hors branchements, a permis d'identifier un total de 39 fuites, dont 13 sur des conduites principales, et de les réparer avant qu'elles ne provoquent des dégâts. Par ailleurs, 17 fuites sur des branchements sur le domaine privé ont été identifiées et signalées aux propriétaires de ces installations afin qu'ils puissent les traiter.

Les opérateurs écoute de réseaux sont intervenus à 116 reprises pour positionner précisément des fuites apparentes (corrélation acoustique), ce qui a permis de limiter au strict minimum la taille des fouilles nécessaires à leur réparation. Ils ont également participé à l'identification de trois bornes hydrantes défectueuses.

Equipe Bornes hydrantes (BH)

Le service gère 4'630 BH dont 2'123 se situent sur le territoire lausannois et 2'507 sur les zones alimentées au détail. 1'432 BH ont été contrôlées, ce qui a entraîné 219 révisions importantes. De plus, il a fallu intervenir à 20 reprises pour des BH accidentées.

Les mesures de débit selon les prescriptions de l'ECA ont été réalisées sur 219 BH.

Sources

Des travaux ont été entrepris pour remplacer l'ouvrage de captage des Tailles n° 21 dans les bois du Jorat par une chambre préfabriquée.

Les travaux prévus dans le préavis N° 2018/07 «Réfection du réseau d'adduction d'eau potable du Pays-d'Enhaut», débutés en septembre 2021 se sont poursuivis en 2022 et ont permis de poser 1'852 mètres de conduites de diamètre 600 mm dans la vallée de l'Eau Froide, 3'369 m de conduites 400 mm dans la vallée de la Torneresse ainsi que 1'455 m de conduites 700 mm entre la jonction des deux vallées et la chambre des Bornels et de remplacer la chambre du Confluent Inférieur, les chambres de Maulatreys et du Petit Revers. Ces travaux se poursuivront jusqu'en 2023.

Technique réseaux

En lien avec les activités du bureau de gestion des réseaux (BGR) ou des réflexions d'extension et optimisation de la distribution d'eau dans le Gros de Vaud, de multiples modélisations du réseau d'eau potable ont été effectuées.

La première phase de développement de l'outil de gestion patrimoniale du système d'évacuation (MEDIREV) a été entreprise, portant sur l'organisation et le modèle d'importation des données, ainsi que la consolidation du modèle d'évaluation de l'état.

Réseau d'évacuation

La réalisation de 12 chantiers a pu être menée, portant sur:

- le remplacement de 1'672 m de collecteurs;
- la réhabilitation de 2'627 m de canalisations par gainage.

Bases de données réseaux

Les demandes de plans pour le réseau d'eau potable sont en constante augmentation (+12%) pour un total de 3'806 requêtes traitées. Les demandes pour le réseau d'évacuation concernent Lausanne uniquement et sont plus stables, à 1'081 requêtes (+2%).

Production et épuration

Centre d'exploitation et de gestion (CegeL)

La production annuelle 2022 est supérieure de 6.5% à celle de 2021 et supérieure de 3.9% à la moyenne de celle des cinq dernières années, soit environ 33'072'362 m³. Le jour d'adduction maximum a été atteint le 21 juin avec un volume de 143'658 m³.

La répartition de la production entre les différentes usines et les sources est donnée dans le tableau ci-dessous. La proportion d'eau en provenance du Léman a été particulièrement élevée en raison des travaux sur les conduites d'amenée du Pays-d'Enhaut et du Pont-de-Pierre ainsi que d'un printemps sec et d'un été très chaud. La production de l'usine de Bret a été ralentie plus tôt que d'habitude afin de préserver le niveau du lac.

Usine de Lutry	Usine de Saint-Sulpice	Usine de Bret	Usine de Sonzier	Autres sources
10'178'585 m³	15'640'098 m ³	4'352'064 m ³	1'800'119 m³	1'112'933 m ³
31%	47%	13%	5%	3%

Station d'épuration des eaux usées

Les précipitations cumulées s'élèvent à 939 mm en 2022, inférieures aux 1'305 mm de l'année précédente et se situent en-dessous de la moyenne attendue de 1'000 à 1'200 mm par an.

Les installations de la STEP de Vidy ont traité 31.8 millions de m³ d'eaux usées (-15.8% par rapport à 2021). Le nombre d'habitantes et habitants effectivement raccordés ne cesse d'augmenter, passant de 255'009 en 2021 à 258'395 en 2022.

La quantité de détritus captés en entrée de STEP (dégrillage moyen et fin) atteint 455 tonnes, soit une diminution de 10.6% par rapport aux 509 tonnes retenues en 2021.

Pour ce qui est du sable, 72 tonnes ont été captées en 2022, en diminution de 65.4% par rapport aux 208 tonnes de l'année précédente.

La STEP de Vidy a réceptionné et traité 239 tonnes de graisses de restaurant, en augmentation de 159.8% par rapport à 2021 (92 tonnes).

Quant aux boues extérieures, 13'145 tonnes de boues déshydratées digérées et non digérées ont été livrées à la STEP, soit une augmentation de 33.1% par rapport à 2021 (9'875 tonnes).

L'incinération des boues a permis d'injecter 12'973 MWh thermiques dans le réseau du chauffage à distance (CAD) de la ville (-17.6% par rapport aux 15'741 MWh fournis en 2021), représentant 2.5% de l'énergie totale fournie par le CAD.

En ce qui concerne la digestion des graisses et des boues, 2'412'197 Normo mètres cubes (Nm³) de biométhane ont été injectés dans le réseau de gaz naturel de la ville, en augmentation de 114.5% par rapport aux 1'124'699 livrés en 2021. Ce volume correspond à 26'267 MWh thermiques (+116.7% par rapport aux 12'124 MWh fournis en 2021).

Les résultats analytiques du traitement des fumées montrent que le nombre des moyennes horaires respectant les normes en monoxyde de carbone (CO) s'élève à 90.7% du total des heures d'incinération, soit 6.3 points en-dessous de la limite minimale de 97% fixée par la loi. Pour ce qui est des oxydes d'azote (NOx), il s'élève à 91.4%, soit 5.6 points en-dessus de la limite inférieure de 97% exigée par l'ordonnance sur la protection de l'air.

Ces dépassements sur les moyennes horaires sont essentiellement imputables à des prises d'air parasite dans le flux montant de la chaudière au 1^{er} quadrimestre de l'année. Afin de procéder aux travaux de réparation, l'arrêt du four a été avancé de 15 jours. Après huit semaines de travaux, le four a pu être remis en service à la fin du mois de juin, et a retrouvé des valeurs conformes en sortie de cheminée.

La Direction générale de l'environnement a en tout temps été informée et des envois des valeurs mesurées en sortie de cheminée ont été régulièrement effectués.

Epura S.A. et chantier de la nouvelle STEP

Le premier semestre 2022 a principalement été consacré aux travaux parfois bruyants de fonçage des palplanches, de terrassement et de travaux spéciaux au sein de l'enceinte de fouille du futur bâtiment de traitement biologique. Le fond de fouille ayant été atteint durant l'été, les entreprises posant les canalisations sous radiers et les mises-à-terre sont intervenues aussitôt.

Durant le second semestre, l'entreprise adjudicataire des travaux de gros œuvre de ce même bâtiment est arrivée sur le chantier accompagnée d'une centrale à béton et de deux grues-tour.

Le début de l'année a encore été marqué par l'emballage avec leurs façades définitives des deux digesteurs des boues d'épuration construits en 2017-2018. Déterminé en 2021, le «style graphique» de la signalétique s'est vu appliqué tout au long de l'année sur les murs et sols des bâtiments déjà construits. Discrète et fonctionnelle, l'orientation graphique des usagers et des visiteurs ne souffre à présent plus d'aucune lacune.

Pour de plus amples informations relatives à l'activité d'Epura S.A. et au chantier, il convient de se reporter au site www.epura.ch.